

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

RECUEIL DE SUJETS

ORAL DE CONTROLE

***Spécialité
Economie approfondie***

Coefficient 9

***Session 2015
Académie de Nantes***

Bulletin officiel spécial n°7 du 6 octobre 2011

Durée : 20 minutes

Temps de préparation : 30 minutes

Le candidat a le choix entre deux sujets dont les questions principales portent sur des champs différents du programme (science économique ; sociologie ; regards croisés).

La question principale, notée sur 10 points, prend appui sur deux documents courts, simples et de nature différente (texte de 1 300 signes au maximum ; documents statistiques de 65 données chiffrées au maximum). Le sujet comporte également trois questions simples, notées sur 10 points, dont l'une, en lien avec l'un des deux documents, porte sur la maîtrise des outils et savoir-faire nécessaires et dont les deux autres permettent de vérifier la connaissance par le candidat des notions de base figurant dans d'autres thèmes du programme. Pour les candidats ayant suivi l'un des enseignements de spécialité économie approfondie et sciences sociales et politiques, ces deux questions concernent obligatoirement cet enseignement.

Sciences Économiques et Sociales

Second groupe

Conditions de l'épreuve :

Temps de préparation : 30 minutes

Temps de passage : 20 minutes

Quelques conseils

- Traitez la question générale sous forme d'un exposé structuré de dix minutes au maximum.
- Après votre exposé, répondez aux questions complémentaires suivant l'ordre proposé.
- Vous devez montrer que vous avez étudié sérieusement votre cours et que vous êtes capables de mobiliser vos connaissances.
- La politesse, la bonne volonté, la conviction sont des éléments qui joueront en votre faveur.

Proposition de grille d'évaluation de l'épreuve orale de contrôle

N°Matricule		Heure de début de préparation	
Nom :		Heure de début d'interrogation	
Prénom :		Heure de fin d'interrogation :	

Sujet choisi :	
Sujet rejeté :	
Question principale :	Appréciation (très bien, bien, moyen, insuffisant, très insuffisant)
Qualité de l'expression orale	
Capacité du candidat à présenter un raisonnement structuré qui répond à la question principale	
Mobilisation de connaissances de base en relation avec le sujet	
Mobilisation des informations du dossier documentaire pertinente au regard du raisonnement suivi	
Questions complémentaires	
1. Savoir-faire :	
2. Connaissances :	
3. Connaissances :	
Appréciation générale, remarques diverses (ensemble de la prestation du candidat) :	
Note question principale / 10 pts :	
Note questions complémentaires / 10 pts :	
Question 1 :	
Question 2 :	
Question 3 :	
Note :	
Informations du livret scolaire (à découvrir uniquement lors de la délibération) :	
Note définitive :	

Grille à conserver jusqu'au mois de novembre de l'année courante (nécessaire en cas de contestation)

Sujet 10-EA-E2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous expliquerez le rôle de la compétitivité dans les stratégies de localisation des firmes multinationales.

Document 1 – Productivité et coût horaire de la main d'œuvre

	Productivité de la main d'œuvre par personne employée		Coût horaire de la main d'œuvre (en euros)
	Indice 100 = UE à 28	Evolution 2008-2014 (en%)	
France	115,1	2,38	34,6
Allemagne	106,2	- 0,7	31,6
Italie	108,5	- 5,39	28,1
Slovaquie	80,6	11,16	9
Portugal	75,1	4,94	13,3
Espagne	109	11,29	21,1
UE à 28	100	2,56	24,2

Source : Eurostat, 2015.

Document 2 :

A partir de 2010 ont fleuri des discours qui mettent en avant la difficulté de manager une usine située à 10 000 km ou l'inflation des coûts salariaux dans des pays de moins en moins à bas coûts. [...] "La main d'œuvre n'est pas huit fois plus chère en France qu'en Chine. Juste 60 % plus cher !", calcule Jean-Yves Hepp, PDG d'Unowhy. Un [écart] qui n'a pas empêché ce patron de relocaliser la production de sa tablette tactile Qooq, dédiée à la cuisine. Hier sous-traitée en Asie, la fabrication de ce petit bijou de high-tech, vendue au même prix de 349 euros, a été confiée en octobre à Eolane, un sous-traitant de Montceau-les-Mines. [...]

Mais les avantages compensent les inconvénients : coûts et délais de livraison ont été réduits grâce à la proximité géographique,...Quant à la main d'œuvre, en France, elle est plus fidèle et plus productive, argumente Jean-Yves Hepp. [...]

De fait, l'une des clés pour réussir le retour au pays est d'opter pour des méthodes de travail et des process industriels différents. Son sous-traitant français emploie trois fois moins d'ouvriers qu'en Asie et multiplie les astuces de productivité : le nombre de vis utilisées a été réduit de 14 à 4, l'assemblage mieux pensé, l'automatisation renforcée... Cela permet à l'entreprise de rivaliser avec les coûts chinois.

Source : L'Express, « Relocalisation : les pionniers jugent le bilan positif » par Etienne Gless, publié le 26 Avril 2012.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une lecture des deux données soulignées (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Montrez la relation entre cycle de vie et taux d'épargne.	4 pts
3	A l'aide d'un exemple vous expliquerez comment une entreprise peut être faiseur de prix.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 11-EA-E2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous expliquerez quels sont les déterminants de la spécialisation internationale.

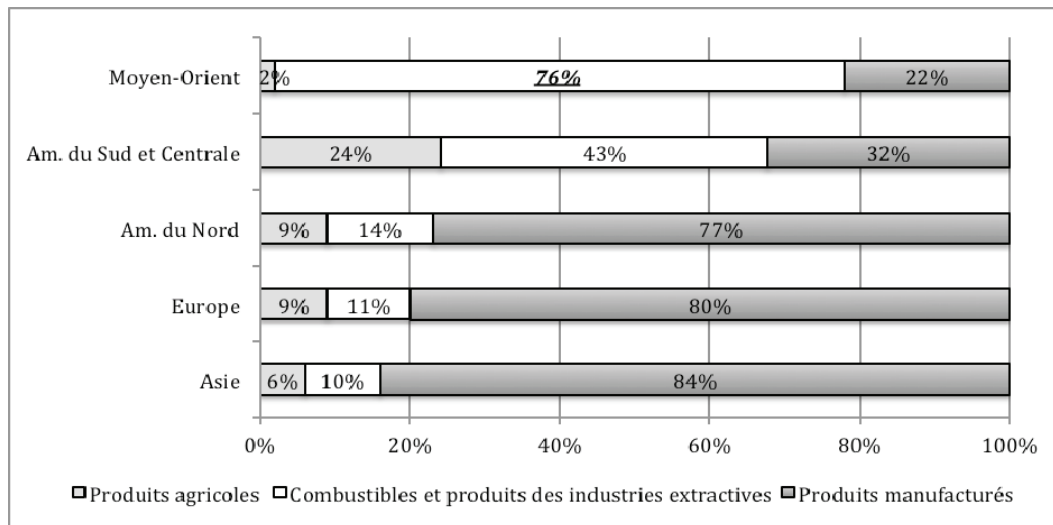
Document 1

Si, comme dans le modèle ricardien*, le travail était le seul facteur de production, les avantages comparatifs ne pourraient avoir pour origine que des différences de productivité de la main-d'oeuvre. Si cette explication n'est a priori pas sans fondement, le commerce international reflète aussi, sans doute, d'autres différences internationales. Par exemple, la France, l'Italie et l'Espagne sont les trois premiers exportateurs mondiaux de vin. Même si les vigneron de ces pays méditerranéens ont probablement une productivité plus élevée, il est plus raisonnable d'expliquer leurs performances à l'exportation par la nature du climat et des sols. Une explication réaliste du commerce international doit donc prendre en considération non seulement la productivité du travail, mais aussi les différences de disponibilité des autres facteurs de production comme la terre, le travail et les ressources naturelles.

* Ricardien : de David Ricardo

Source : Paul KRUGMAN, Maurice OBSTFELD, *Economie internationale*, De Boeck 2009.

Document 2 : Structure des exportations de marchandises de certaines régions du monde, par types de biens, en 2006



Source : Organisation Mondiale du Commerce, 2007

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 2 points

1	Donnez la signification du chiffre souligné dans le document 2.	2 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 8 points

2	En vous appuyant sur un exemple, montrez comment une barrière à l'entrée peut donner à une entreprise un pouvoir de marché.	4 pts
3	Quelle est l'influence de l'âge d'un individu sur son épargne ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

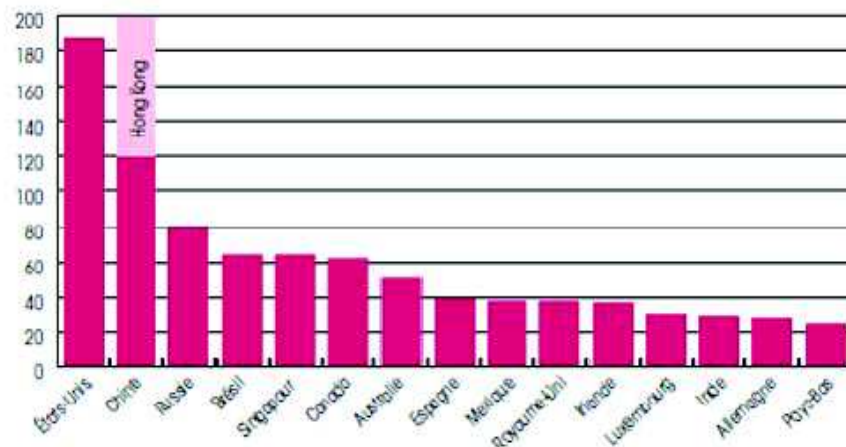
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 12-EA-E2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous présenterez les déterminants de l'implantation des firmes multinationales à l'étranger

Document 1 : Flux d'investissements directs étrangers (IDE) entrants (en milliards de \$ US)
 Principaux pays d'accueil en 2013



Source : CNUCED 2014

Document 2 :

Le coût du travail ne représente qu'un déterminant relativement secondaire dans les choix stratégiques des entreprises. Les infrastructures de transport, le risque de change, le prix des assurances, les droits de douane et le coût d'importation des matières premières contribuent souvent à augmenter les coûts de production dans les pays où le travail n'est pas très cher. Et même si les salaires y sont très bas, personne n'ira jamais ouvrir d'usine en Sierra Leone ou en Haïti. Ce qui compte pour une entreprise, c'est [...] le coût du travail corrigé de la productivité du travail. Et là où les travailleurs sont instruits, motivés et bien entraînés, ce coût peut-être beaucoup plus bas que dans certains pays en développement. [...] Les seules ressources capables de créer des avantages comparatifs aujourd'hui résident dans la capacité des entreprises à promouvoir des stratégies fondées sur l'innovation, la conception, la qualité, la réputation de la marque, la proximité avec le client, etc.

Source : S. Berger, « La mondialisation n'est pas une voie à sens unique », Alternatives économiques, n°244, février 2006

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Comparez les flux d'IDE entrants aux Etats-Unis et au Mexique en utilisant deux modes de calcul différents. (document 1)	4 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 6 points

2	Expliquez, à l'aide d'un exemple de votre choix, en quoi consiste un monopole discriminant.	3 pts
3	Distinguez mouvement naturel et mouvement migratoire.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement spécifique (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 13-EA-E2.2

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Montrez que la coordination des politiques économiques dans l'Union Européenne rencontre des difficultés.

Document 1 :

L'Union économique et monétaire (UEM) mise en place en 1999 avec la création de l'euro vient d'être confrontée au cas d'école qu'on pouvait redouter. Est-elle bien armée pour gérer une crise économique majeure avec, d'un côté, une politique monétaire unique axée sur la stabilité des prix et, de l'autre, des politiques budgétaires nationales encadrées par le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) ?

La Banque centrale européenne (BCE) a reçu pour mission d'assurer, en toute indépendance des pouvoirs politiques, la stabilité des prix dans la zone euro. Les traités européens sont formels sur la priorité de cet objectif. Pour le respecter, la BCE s'est dotée d'une stratégie qu'elle a appliquée scrupuleusement depuis la naissance de l'euro. D'ailleurs, elle n'a eu de cesse, en régime normal, d'insister sur la cohérence de toutes ses décisions au regard de la stabilité des prix. [...] Le Pacte de stabilité et de croissance s'inscrit dans le cadre général de la coordination des politiques économiques prévue par les traités depuis la création de l'euro. Il répond aux dispositions stipulant que les États membres « évitent les déficits excessifs ». Le PSC entend imposer aux participants à la zone euro une culture de stabilité des finances publiques. Il s'agit d'empêcher que la situation budgétaire d'un État entraîne une fragilisation de l'ensemble de la zone monétaire en diffusant, à travers des effets de débordement, des pressions inflationnistes, des tensions sur les taux d'intérêt et une perte de la valeur externe de l'euro.

Source : « L'euro et le PSC dans la tourmente », Michel DEVOLUY, Cahiers français n°359, nov-déc 2010.

Document 2 : Indicateurs économiques de la zone Euro en 2013 en %

	Taux de croissance	Taux d'inflation	Taux de chômage
Allemagne	0,4	1,8	5,2
Espagne	-1,2	2,3	25,8
France	0,2	1,2	10,2
Grèce	-3,9	-0,2	27,7
Italie	-1,9	1,8	12,7
Moyenne zone Euro (17 pays)	-0,4	1,7	11,9

Source : Eurostat

*** Questions complémentaires : 10 points**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification des chiffres entourés (document2)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) 7 points

2	Expliquez, à l'aide d'un exemple, la notion d'abus de position dominante.	3pts
3	Présentez la théorie du cycle de vie concernant l'épargne.	4pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Quelles sont les difficultés auxquelles se heurte l'Union économique et monétaire en matière de coordination des politiques économiques ?

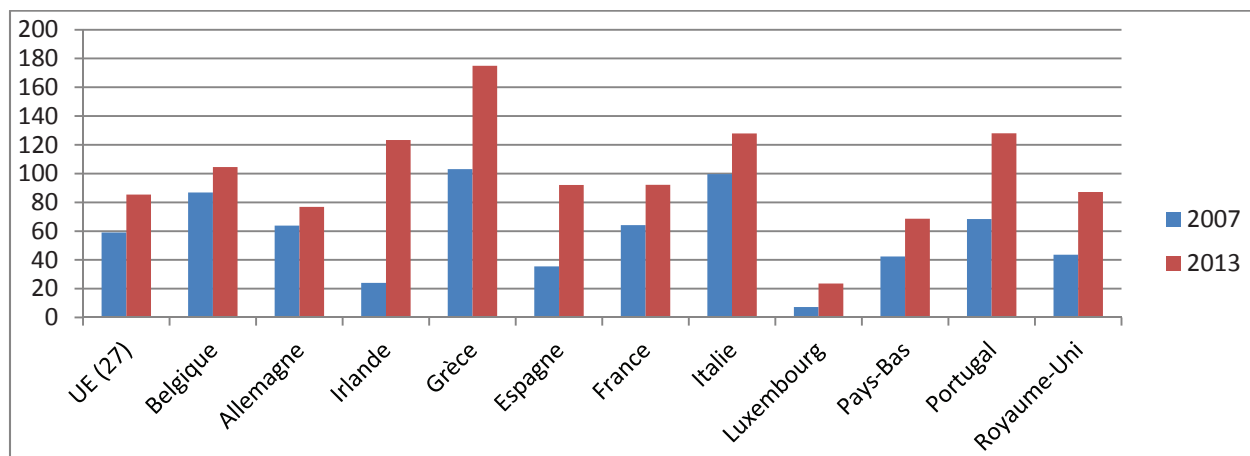
Document 1 :

L'UEM s'est dotée d'une politique monétaire unique, définie de façon indépendante par la BCE. En revanche, la politique budgétaire demeure une compétence des États membres. [...] Les États membres ont toutefois, en principe, l'obligation de coordonner leurs politiques budgétaires et économiques nationales. [...]

Rappelons qu'il n'existe pas de politique budgétaire unique et la dimension réduite du budget communautaire, qui représente 1 % du PIB de l'Union européenne, soit environ 130 milliards d'euros, ne peut jouer le rôle traditionnellement dévolu à la politique budgétaire, par exemple en matière de stabilisation de la conjoncture. En outre, les rigidités inhérentes au processus de négociation du budget communautaire expliquent la non-réactivité de ce dernier en cas de choc économique. [...]

La crise de l'euro a d'ailleurs redonné à cette question son actualité. Elle a placé la zone euro dans une situation très délicate résultant du caractère boiteux de sa conception initiale : alors que la politique monétaire unique rend impossible l'adaptation à la diversité des situations, la forte dégradation des finances publiques fait disparaître toute marge de manœuvre budgétaire. »

Source : Pierre Bernard-Reymond, Richard Yung, *La gouvernance économique européenne*, Rapport d'information du Sénat n°49, oct.2010



Document 2 : Dette des administrations publiques (en % du PIB)

Source : Eurostat 2014

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Caractérisez la dette publique de la France à l'aide des données du document n°2	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) 7 points

2	Expliquez, à l'aide d'un exemple, la notion d'abus de position dominante.	3pts
3	Quelles différences fait-on entre un système par répartition et par capitalisation ?	4pts

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 15-EA-E3.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que les pouvoirs publics disposent de plusieurs instruments pour mener une politique climatique.

Document 1 :

Les comportements des entreprises, des ménages et du secteur public n'intègrent pas spontanément le coût des dommages qu'ils causent à l'environnement, et très imparfaitement la rareté future des énergies et des matières premières. La taxation environnementale vise à intégrer, dans le coût supporté par chacun des acteurs économiques, les coûts sociaux et environnementaux qu'il occasionne (). Elle est de ce fait un moyen économiquement efficace de modifier ces comportements. Le recours à la fiscalité environnementale est justifié en droit français par le principe « pollueur-payeur » qui figure dans la Charte de l'environnement, partie intégrante du bloc constitutionnel depuis 2005. La fiscalité environnementale peut s'appliquer aux trois grandes problématiques environnementales : la consommation de ressources, le changement climatique et les pollutions.

Source : Jean Paul Albertini, *La fiscalité environnementale en France : un état des lieux*, Collection « Références », Commissariat général au développement durable, avril 2013.

Document 2 : Évolution des cours du quota des émissions de CO₂ depuis août 2008 (en euro par tonne de CO₂)



Source : Thomson Reuters in Panorama énergies-climat, Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, édition 2014.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Mesurez l'évolution du cours du quota sur le marché du carbone européen entre 2008 et 2014. (Document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Distinguez le mouvement migratoire du mouvement naturel de population.	3 pts
3	Présentez un instrument de régulation des marchés financiers.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle – Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

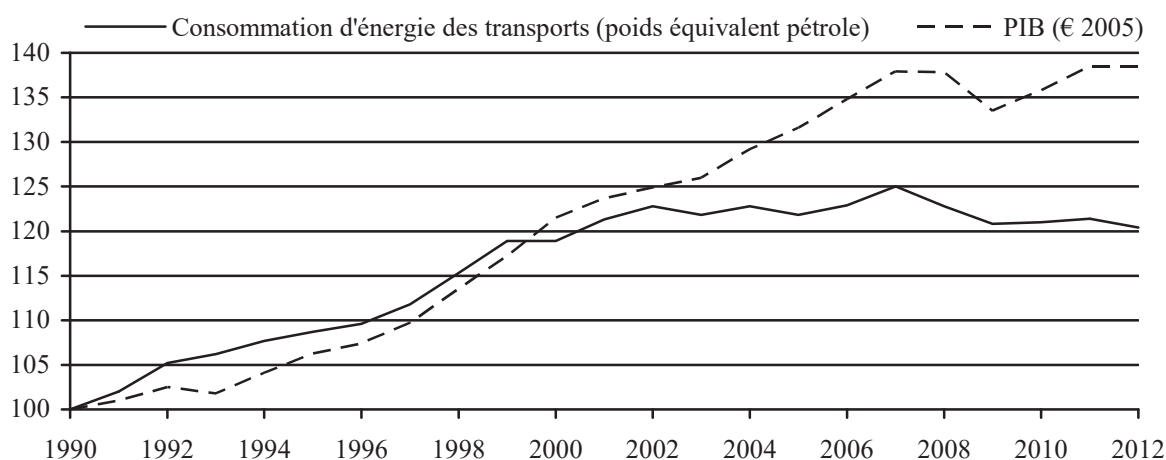
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 16-EA-E3.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous présenterez les limites écologiques auxquelles se heurte la croissance économique

Document 1 : Consommation d'énergie des transports et PIB en France métropolitaine
En indice base 100 en 1990



Source : Service de l'observation et des statistiques, Commissariat général au Développement durable, 2012

Document 2 :

Les forêts constituent une composante essentielle des «infrastructures environnementales» dont dépend le bien-être de l'humanité. Les biens et services forestiers soutiennent l'essentiel des moyens d'existence économiques de plus d'1 milliard de personnes. Les forêts sont souvent la source de services environnementaux irremplaçables : elles abritent 80 % des espèces terrestres et assurent la faculté d'adaptation de l'agriculture, de la santé et d'autres secteurs biologiques. Les taux élevés actuels de déforestation et de dégradation des forêts sont dus à la demande de produits dérivés du bois et à la pression qu'exercent d'autres usages des terres. Cette exploitation débridée des ressources naturelles, qui se situe à l'opposé d'une approche d'investissement, entraîne la perte de précieux services environnementaux forestiers et d'opportunités économiques.

Source : *Vers une économie verte : Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté*. Programme des Nations Unies pour l'Environnement, 2011

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez les évolutions du PIB et de la consommation d'énergie des transports entre 1990 et 2012 (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Distinguez le mouvement naturel et le mouvement migratoire de populations.	3 pts
3	Qu'entend-on par aléa moral ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 17-EA-E3.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

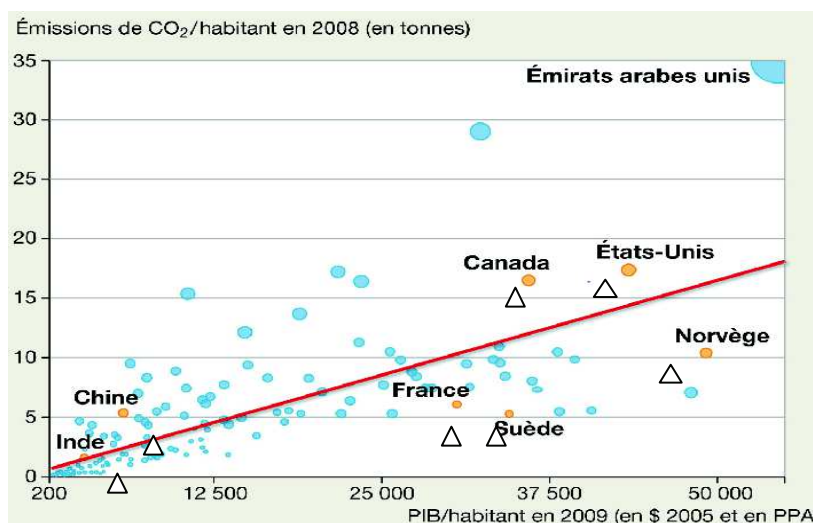
Vous présenterez les limites écologiques auxquelles se heurte la croissance économique.

Document 1 :

Les principaux voyants de la biodiversité sont plus que jamais dans le rouge. Sous l'effet conjugué, et souvent accru, de cinq principales pressions - destruction des habitats, surexploitation, pollution, espèces exotiques envahissantes et changement climatique -, l'érosion de la biodiversité se poursuit. Près d'un quart des espèces végétales sont menacées d'extinction, plus de 30 % des plantes médicinales en Asie, dans le Pacifique ou en Afrique. Si par endroits des améliorations sont constatées, elles sont souvent trompeuses : au ralentissement notable de la déforestation au Vietnam correspond son accélération dans les pays voisins.

Source : R. BILLE, « Des vérités qui dérangent », in « L'Etat de la Terre », Alternatives internationales, HS n°9, mai 2011

Document 2 : Niveau de vie et émissions de CO₂



Source : Calculs du BRDH en 2009. Pour les émissions de CO₂, Banque Mondiale (2011)

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Montrez à l'aide du graphique qu'il existe une corrélation entre le PIB par habitant et la quantité de CO ₂ émise (document 2).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Qu'est-ce qu'un marché pertinent ?	3 pts
3	Dans le cadre des retraites, qu'appelle-t-on le taux de remplacement ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
 Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 18-EA-E3.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que les pouvoirs publics disposent de plusieurs instruments pour mener une politique climatique.

Document 1 :

Les politiques de lutte contre les rejets polluants combinent deux types d'instruments principaux : réglementaire et économique. Le premier est le plus couramment utilisé par les gouvernements, notamment sous forme de normes fixant des limites d'émissions par unité produite ou consommée. La régulation par les normes est efficace sous l'angle écologique si elle est utilisée de façon habile par les pouvoirs publics. Du point de vue économique, elle présente l'inconvénient d'un coût élevé car le régulateur ne connaît que très imparfaitement la distribution des coûts de mise en conformité au sein des entités régulées. C'est pourquoi les économistes préconisent depuis longtemps la mise en place d'outils économiques, qui permettent d'atteindre les mêmes résultats environnementaux à moindre coût. Cette catégorie d'instruments comprend les taxes et les systèmes de permis d'émission échangeables, et se caractérise par la tarification de la nuisance environnementale afin de l'internaliser dans le calcul économique du pollueur. (...).

Christian de Perthuis et Suzanne Shaw, « Normes, écotaxes, marchés de permis : quelle combinaison optimale ? ». Cahiers français n°355, L'économie verte, mars-avril 2010

Document 2 :



Alternatives économiques Décembre 2014 n°341

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Quelle est l'évolution du prix de la tonne de CO ₂ de 2008 à 2014 ?	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Pourquoi les barrières à l'entrée permettent-elles aux entreprises d'exercer un pouvoir de marché ?	4 pts
3	Montrez que le cycle de vie peut avoir une influence sur le niveau de l'épargne.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Vous devez restituer le sujet et la calculatrice à la fin de l'épreuve
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 19-EA-S1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que la multiplicité des critères de différenciation sociale complète l'analyse de la société en termes de classe sociale.

Document 1 : Statut d'emploi des actifs occupés selon l'âge en 2012 (en %)

	Ensemble	15 à 29 ans	30 à 49 ans	50 ans et plus
Non salariés	11,5	4,5	11,4	16,4
Salariés en contrat à durée indéterminée	76,3	61,4	80,7	78,1
Salariés en contrats précaires	12,3	34,1	7,9	5,6
dont intérimaires	2	4,5	1,7	0,7
dont apprentis	1,5	7,8	0	0
dont CDD du privé	5,1	12,6	3,6	2,9
dont CDD du public	2,5	5,9	2	1,2
dont stagiaires et contrats aidés du privé	0,8	2,4	0,4	0,4
dont stagiaires et contrats aidés du public	0,4	0	0,2	0,4

Source : INSEE

Document 2 :

Les pratiques et les préférences observées ne semblent pas aujourd'hui entièrement surdéterminées par la logique des apparences de classe (...). La différenciation des goûts et des pratiques s'effectue notamment sur la base de critères générationnels, dont l'importance est particulièrement perceptible dans le domaine de la musique (...), ainsi que sur la base de critères ethniques, qui sont toutefois moins prononcés en France que dans la société nord-américaine (...). Par ailleurs, la sociologie du goût et des pratiques culturelles est aussi de plus en plus traversée par la différenciation du masculin et du féminin. En France comme dans la plupart des sociétés occidentales, les enquêtes sur les pratiques culturelles ou sur les emplois du temps confirment, par exemple, que la lecture et la fréquentation des arts savants occupe une place plus importante dans les loisirs des femmes que dans ceux des hommes qui, inversement, s'adonnent plus souvent à la pratique sportive (...).

Source : Philippe Coulangeon, "Classes sociales, pratiques culturelles et styles de vie: le modèle de la distinction est-il (vraiment) obsolète ?" - Sociologie et sociétés, n°1, 2004

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec les données soulignées. (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Comment peut-on expliquer le vieillissement de la population ?	4 pts
3	Quel est le rôle des agences de notation ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 1-EA-E1.1

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points) :

Vous vous interrogerez sur l'intérêt et les limites du PIB.

Document 1 : PIB par habitant (base 100 = Union Européenne à 27 pays)

	1998	2000	2002	2004	2006	2008	2011	2012	2013
Moyenne UE (27 pays)	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Allemagne	122.4	118.5	115.2	116.3	116.1	115.6	123	123	124
France	115	115.4	116	110	108.8	107.9	109	109	108
Luxembourg	217.4	243.7	240.2	252.7	272.2	276.3	265	263	264
Pologne	47.8	48.3	48.3	50.6	51.9	56.4	65	67	68
Royaume-Uni	117.6	119	120.6	123.7	120.3	116.2	105	104	106
Etats-Unis	160.7	160.9	154.2	157.4	158.2	154.7	148	149	150

Source : Eurostat

Document 2 : Le PIB : une mesure contestée

Elaboré aux Etats-Unis en 1932 pendant la grande dépression, pour fournir au gouvernement fédéral un instrument de pilotage de l'économie nationale, le PIB est devenu après 1945 l'instrument majeur de mesure de l'activité économique dans l'ensemble des PDEM, offrant une représentation synthétique et cohérente des principaux flux de l'économie nationale ...

Le PIB s'est peu à peu imposé comme l'indicateur majeur de performance des économies nationales. Le niveau moyen de PIB par habitant se voyait reconnaître le statut de maître -étalon du niveau de vie des populations. (...)

Le PIB est aussi depuis son origine l'objet de nombreuses critiques. La montée en puissance d'une conscience « écologique » en souligne les lacunes et met l'accent sur la soutenabilité des modes de croissance promus par cet indicateur, qui privilégie le présent au détriment du futur. (...)

Le PIB par habitant est une moyenne, et à ce titre est susceptible de masquer des évolutions importantes dans la répartition des revenus au sein des économies nationales : lorsque les inégalités se creusent l'évolution des grandeurs moyennes ne donne aucune indication sur le sort réservé à tous les résidents.

Source : J.Le Cacheux « Le PIB : une mesure contestée » Les cahiers français n°347, nov 2008

Questions complémentaires : 10 points

- Question complémentaire de savoir-faire

1	Donnez la signification des chiffres en caractère gras (document 1)	4 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie Approfondie)

2	Quel est l'impact du vieillissement démographique sur le financement du système de retraite par répartition ?	3 pts
3	Montrez à l'aide d'un exemple que les barrières à l'entrée peuvent renforcer le pouvoir de marché.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Vous devez restituer le sujet et la calculatrice à la fin de l'épreuve

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 20-EA-S1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

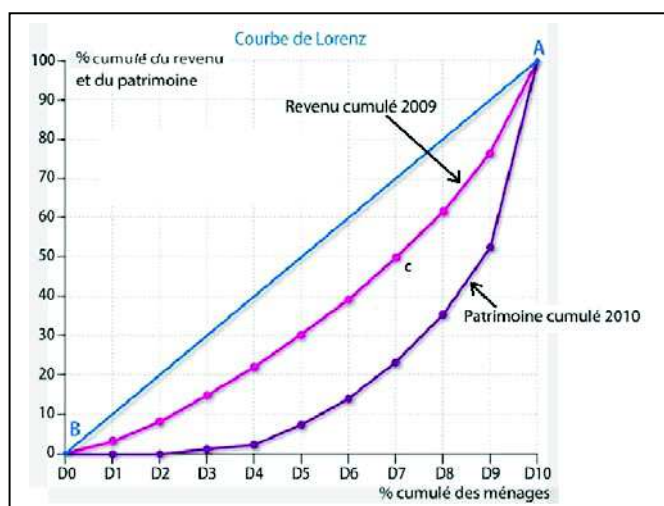
Vous montrerez que les inégalités peuvent se cumuler.

Document 1 :

Les inégalités face à la santé sont, plus ou moins directement déterminées par d'autres inégalités : les conditions dans lesquelles les individus travaillent – ou plus exactement les inégalités de conditions de travail – constituent ainsi l'une des causes principales des inégalités de santé. Mais les différences de modes de vie ou les inégalités d'accès aux soins n'en jouent pas moins leur rôle. A l'inverse, les inégalités face au logement induisent ou influent sur d'autres types d'inégalités pour, bien souvent, les aggraver, qu'il s'agisse de la réussite scolaire des enfants, variable selon qu'ils disposent ou non d'une chambre individuelle par exemple, des possibilités d'accéder à certains services inégalement répartis sur le territoire, ou des risques pour la santé des individus.

Source : Note de lecture de Henri Echert sur le livre « le système des inégalités » de A Bihl et R .Pfeffekorn , Repères, La découverte, 2008, publiée dans Formation emploi, 2008, n°104

Document 2 : La distribution des niveaux de vie et des patrimoines en France (2009-2010)



Source : Insee, « Enquête patrimoine 2010 et « Enquêtes revenus fiscaux 2009

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donner la signification du point C sur la courbe de Lorenz (document 2).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Economie approfondie) : 7 points

2	Définissez l'aléa moral et donnez un exemple de votre choix.	3 pts
3	Quelles conséquences le vieillissement de la population peut-il avoir sur la consommation des ménages ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 21-EA-S1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que les inégalités économiques et sociales peuvent se cumuler.

Document 1 :

La notion d'« inégalités sociales de santé » renvoie au constat que les différences de santé au sein d'une population ne sont pas le produit du hasard ou de la seule biologie. Elles s'expliquent aussi par la catégorie socioprofessionnelle à laquelle appartiennent les individus. [...]

Le lien entre l'état de santé des enfants et l'état de santé ainsi que le milieu socioprofessionnel de leurs parents nourrit le constat d'une transmission des inégalités de santé indépendante des choix individuels. Les personnes dont le père est ouvrier sont plus nombreuses à se déclarer en mauvaise santé que celles dont le père est dirigeant ou profession intellectuelle (44 % contre 29 %). [...] A côté des caractéristiques biologiques des individus, l'impact très fort des conditions de vie dans l'enfance sur la santé, la transmission du niveau de préférence pour la santé ou de comportements en santé des parents, et la reproduction d'inégalités en matière d'éducation ou d'emploi expliquent en partie ces écarts.

Source : « Les inégalités sociales de santé : Déterminants sociaux et modèles d'action », Marguerite MOLEUX, Dr Françoise SCHAETZEL, Claire SCOTTON, Inspection Générale des Affaires Sociales, 2011.

Document 2 : Situation des jeunes 3 ans après leur sortie du système éducatif (1)

	Taux de chômage (en %)	Parmi les jeunes en emploi		Salaire médian (en euros constants) («)
		Emploi à durée indéterminée (part en %)	Temps partiel contraint(2) (part en %)	
Ensemble	22	66	9	1340
Non-diplômés	48	40	18	1130
Diplômés du secondaire	25	58	13	1160
Diplômés du supérieur court	11	74	6	1410
Diplômés du supérieur long	9	80	4	1880

Source : *Bref du Cereq* n°319, CEREQ, 2014

(1) Enquête menée en 2013 sur la génération sortie du système éducatif en 2010.

(2) Temps partiel imposé aux salariés qui eux souhaiteraient travailler davantage

(3) Salaire mensuel (primes incluses, tous temps de travail confondus) médian en euros constants de juillet 2013.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Quelle est la signification des données soulignées. (document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Présentez un mécanisme pouvant engendrer une crise financière.	3 pts
3	Quelles sont les variables démographiques influençant le volume de la population active ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 22-EA-S1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez le caractère multiforme des inégalités de la société française.

Document 1 :

Adoptée définitivement le mercredi 23 juillet 2014 par le Sénat puis par l'Assemblée nationale, la loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a été promulguée le 4 août 2014. Loin d'être un combat d'arrière-garde, l'égalité entre les femmes et les hommes est un sujet de première importance. Il existe toujours dans notre société des inégalités persistantes entre les hommes et les femmes : 18,8% d'écarts de salaires, 40% d'écarts de pensions, 26,9% de femmes députées. La loi relative à l'égalité entre les femmes et les hommes aborde pour la première fois le sujet des inégalités dans toutes ses dimensions, avec notamment :

- l'égalité professionnelle et la lutte contre les discriminations entre femmes et hommes au travail,
- la lutte contre les violences et les stéréotypes sexistes,
- la lutte contre la précarité,
- l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, sociales et professionnelles.

Source : Site du Gouvernement français, rubrique « Les actions »

Document 2 : Quelques indicateurs sur le niveau de vie* en France

	2000	2008	2012
Niveau de vie médian (en euros constants 2012)	17970	20090	19740
Niveau de vie moyen (en euros constants 2012)	20890	23390	23270
1er décile (D1) (en euros constants 2012)	9850	11130	10610
9e décile (D9) (en euros constants 2012)	34450	37610	37430
Rapport interdécile (D9/D1)	3,5	3,4	3,5

*Niveau de vie : revenu disponible par membre du ménage tenant compte de sa composition

Source : INSEE.fr

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faire une phrase donnant le sens de la valeur entourée.	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Economie approfondie) : 7 points

2	Définissez et illustrez l'aléa moral.	3 pts
3	Qu'apporte la théorie du cycle de vie pour expliquer l'évolution du taux d'épargne ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 23-EA-S1.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que les inégalités sont multifformes.

Document 1 :

L'âge est sans doute le facteur de différenciation le plus évident: à chaque période de la vie correspondent des pratiques différentes. Les jeunes sortent beaucoup plus, vont davantage au cinéma, écoutent plus de musique. Ils adoptent les premiers les innovations technologiques. Pas moins de 92% des 15-19 ans ont utilisé un ordinateur dans le mois précédant l'enquête, contre 13% des plus de 65 ans. [...]Au-delà de l'âge, la situation géographique joue un rôle sensible. Les habitants des grandes villes - de Paris en particulier - disposent d'une offre bien plus étoffée que ceux des espaces ruraux. 58% des Parisiens sortent le soir pour aller au cinéma, contre 27% des habitants des communes rurales. Un écart qui tient en partie à l'âge (en moyenne, les ruraux sont plus âgés) mais aussi à l'éloignement des salles. Des bibliothèques aux musées en passant par les théâtres, l'accès à l'offre et sa diversité sont réduits dans les zones faiblement peuplées.

Source : « Comment évoluent les pratiques culturelles ? » *Alternatives Economiques* n° 290, avril 2010

Document 2 : La distribution des niveaux de vie en 2012 en France

Distribution des niveaux de vie	
en euros 2012	
	2012
1er décile (D1)	10 610
2ème décile (D2)	13 340
3ème décile (D3)	15 570
4ème décile (D4)	17 660
Médiane (D5)	19 740
6ème décile (D6)	22 160
7ème décile (D7)	25 140
8ème décile (D8)	29 390
9ème décile (D9)	37 430
Rapport interdécile (D9/D1)	3,53

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donner la signification du chiffre encadré. (document 2).	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Economie approfondie) : 7 points

2	A l'aide d'un exemple, montrez une conséquence d'un comportement mimétique.	3 pts
3	Présentez les deux grands régimes de retraite.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 24-EA-S1.2

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Comment les transformations de la structure sociale influencent-elles la mobilité sociale?

Document1 : Mobilité observée, mobilité structurelle et mobilité nette

	1977	1993	2003
Mobilité observée	57	65	<u>65</u>
- dont mobilité structurelle	20	22	25
- dont mobilité nette	37	43	40

Source : INSEE

Document 2 :

En prenant l'exemple du groupe social des agriculteurs, le nombre de fils d'agriculteurs de 40 à 59 ans est d'environ 1 million en 2003. Dans l'économie française, le nombre d'agriculteurs de 40 à 59 ans est, quant à lui, de moins de 300 000. Le nombre de fils d'agriculteurs non mobiles, c'est-à-dire appartenant au même groupe social que leur père, est ainsi nécessairement inférieur à 300 000 : il s'élève en effet à 252 000 en 2003. Dit autrement, l'écart entre le nombre de fils d'agriculteurs et le nombre d'agriculteurs en 2003 s'interprète comme le nombre de fils d'agriculteurs qui ont mécaniquement dû changer de groupe social du fait des évolutions structurelles de la population active.

Source : Stéphanie Dupays, Données sociales, INSEE, 2006

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec la donnée soulignée (document 1).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Qu'entend-on par comportement mimétique ?	3 pts
3	Quels sont les principes de base du système de retraite par répartition ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 25-EA-S1.2

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous vous interrogerez sur l'intérêt et les limites des tables de mobilité comme instrument de mesure la mobilité sociale.

Document 1 : Catégorie socioprofessionnelle du fils en fonction de celle du père en 2003 (en %)

Catégorie socioprofessionnelle du fils	Catégorie socioprofessionnelle du père						
	Agriculteur	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	Cadre et profession intellectuelle supérieure	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Ensemble
Agriculteur	22	1	0	0	0	1	4
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	6	21	6	8	7	8	9
Cadre et P.I.S	9	22	52	33	22	10	19
Profession intermédiaire	17	24	26	33	28	23	24
Employé	9	9	6	9	17	12	11
Ouvrier	37	24	9	17	26	46	34
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Champ : hommes actifs ayant un emploi ou anciens actifs ayant eu un emploi, âgés de 40 à 59 ans en 2003.

Source : Enquête Formation et Qualification Professionnelle (FQP), INSEE, 2003.

Lecture : en 2003, 9 % des fils de cadres sont ouvriers.

Document 2 :

Longtemps les études de mobilité se sont limitées au croisement entre les catégories sociales des pères et celles des fils. Ce faisant, elles avaient tendance à ignorer les femmes, soit la moitié de la population. On supposait le plus souvent que la mobilité sociale des hommes passait par la profession et celle des femmes par le mariage (Sorokin, 1927). Même quand certaines recherches ultérieures n'excluaient pas d'emblée les femmes des enquêtes de mobilité sociale, les résultats publiés s'intéressaient exclusivement, ou du moins principalement, aux hommes.

(...) Autre difficulté également liée, partiellement au moins, à la transformation de la structure sociale, un tableau de mobilité présuppose que les positions hiérarchiques relatives des différentes catégories sociales n'aient pas changé d'une génération à l'autre et que l'appartenance à une catégorie donnée ait toujours le même sens et la même valeur d'une génération à la suivante. Or il n'en est rien dans une société en constante transformation.

Source : Roland Pfefferkorn, *Limites et enseignements des tables de mobilité*. Thémat'IC 2010.

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez les deux données soulignées (document 1).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Expliquez le lien entre l'épargne et le cycle de vie	4 pts
3	Qu'est-ce que l'intermédiation financière ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 26-EA-S1.2

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Quel rôle la famille joue-t-elle dans la reproduction sociale ?

Document 1 : Table de destinée - Catégorie socioprofessionnelle du fils en fonction de celle du père en 2003

Table de destinée, en % en 2003.	Catégorie socioprofessionnelle du père						
Catégorie socioprofessionnelle du fils ↓	1- AE	2- ACCE	3- CPIS	4- PI	5- E	6- O	Ensemble
1- Agriculteur exploitant	22	1	0	0	0	1	4
2- Artisan, commerçant, chef d'entreprise	6	21	6	8	7	8	9
3- Cadre et prof. Intellect. Sup.	9	22	52	33	22	10	19
4- Profession intermédiaire	17	24	26	33	28	23	24
5- Employé	9	9	6	9	17	12	11
6- Ouvrier	37	24	9	17	26	46	34
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

Champ : Hommes actifs occupés ou anciens actifs occupés âgés de 40 à 59 ans en 2003. édition 2006 ; Source : d'après INSEE, Données sociales, édition 2006

Lecture : En 2003, 22% des fils d'agriculteurs sont agriculteur exploitant.

Document 2 :

Les auteurs distinguent deux canaux par lesquels les parents influencent l'éducation des enfants. Le premier, les transferts intrafamiliaux, recouvre les transmissions de connaissances, de culture, de comportements et de réseaux qui s'opèrent au sein de la famille. Le second est lié au revenu des parents, les familles à haut revenu dépensant plus pour l'éducation de leurs enfants. Les deux canaux participent à la baisse de la mobilité sociale. D'une part les transferts intrafamiliaux ont une influence grandissante sur le niveau éducatif des enfants. D'autre part, l'impact sur la réussite scolaire des différences de revenu entre familles s'est accru. Ces résultats confortent ceux de l'enquête PISA 2012, qui témoigne d'un creusement des inégalités scolaires en France.

Source : Nathalie Chusseau (Université Lille 1) et Joël Hellier (Université de Nantes). Le Monde du 12/06/2014.

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez un chiffre permettant d'illustrer la reproduction sociale (document 1).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Comment l'âge influe-t-il sur le taux d'épargne ?	4 pts
3	Illustrez, par un exemple, la notion d'aléa moral.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 27-EA-S1.2

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points) :

Vous montrerez l'importance de l'origine sociale dans la mobilité intergénérationnelle.

Document 1 :

Tel père, tel fils ? Position sociale des jeunes sortis de formation initiale en 2007 trois ans après, selon la catégorie socioprofessionnelle du père Unité : %							
	Agriculteur	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	Cadre supérieur	Profession intermédiaire	Employé	Ouvrier	Total
Catégorie sociale du père							
Ouvrier	0,3	1,2	8,7	29,2	26,0	34,7	100
Employé	0,0	1,5	12,0	33,6	28,4	24,5	100
Profession intermédiaire	0,0	0,9	22,1	41,7	19,1	16,3	100
Cadre supérieur	0,0	1,2	36,8	36,8	15,2	10,1	100
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	0,7	3,2	18,4	32,7	26,4	18,6	100
Agriculteur	5,2	0,5	12,3	33,3	23,1	25,6	100
Ensemble	0,3	1,5	17,9	34,0	23,7	22,6	100

Source : Céreq, enquête Génération - Données 2010

Clé de lecture : En 2010, 12 % des fils d'employés sortis du système scolaire en 2007 occupaient un poste de cadre supérieur

Document 2 :

Aujourd'hui, sept enfants de cadre sur dix exercent un emploi d'encadrement. À l'inverse, sept enfants d'ouvrier sur dix occupent un emploi d'exécution. Même si la société française s'est considérablement ouverte au cours du XXe siècle, la reproduction sociale a cessé de diminuer depuis trois décennies. Le constat est sans appel : les conditions de la naissance continuent à déterminer le destin des individus. Cette situation attise la défiance envers les institutions et sape les fondements de la cohésion sociale. À l'heure où l'exigence de mobilité ne cesse d'être affirmée, il est inacceptable que le destin des individus soit figé si tôt. Il faut au contraire multiplier les occasions d'égalité, en repensant la formation initiale et en l'articulant à un dispositif universel de formation tout au long de la vie.

Le Destin au berceau, Inégalités et reproduction sociale, Camille Peugny, Date de parution 07/03/2013, Coédition Seuil-La République des idées

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire :

1	Comparez les données soulignées. (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Quel lien peut-on établir entre cycle de vie et accumulation du capital ?	4 pts
3	Expliquez ce qu'est l'intermédiation financière.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales

Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 28-EA-S2.1

* Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Vous montrerez que la famille est facteur d'intégration sociale.

Document 1 : Ménages selon la structure familiale

%	Une seule personne	Un couple sans enfant	Un couple avec enfant(s)	Famille monoparentale	Ménages complexes *
1982	24,6	23,3	39,3	5,2	7,7
1990	27,2	23,7	36,4	6,6	6,2
1999	30,9	24,8	31,5	7,4	5,3
2010	34	26,2	26,8	<u>8</u>	5,1

* Ménages complexes : Ménages composés de plus d'une famille ou de plusieurs personnes isolées.

Champ : France métropolitaine, population des ménages

Source : Insee, RP1982 sondage au 1/20 - RP1990 sondage au 1/4 - RP1999 et RP2010 exploitations complémentaires

Document 2 :

Il y a la dame très âgée visitée tous les jours par son fils retraité. Il s'occupe du jardin, change un joint qui fuit, remplit les déclarations Urssaf¹ de l'aide à domicile chargée de la toilette et des repas. Et puis il y a cette employée de 55 ans : depuis qu'elle est grand-mère, elle s'est mise à garder le petit le mercredi, ce qui arrange bien sa fille et son gendre. Il y a encore ces parents qui hébergent leur fils encore étudiant ou versent à leur fille de quoi louer une chambre ou un studio... Clichés ? Pas vraiment. À côté de la solidarité entre générations financée par l'impôt et les prélèvements sociaux, l'entraide familiale reste une réalité de poids dans les sociétés occidentales. Qu'elle consiste en argent ou en temps, qu'elle soit descendante (des parents vers les enfants) ou ascendante, qu'elle se vive comme volontaire ou subie, elle tempère la vision pessimiste d'une société rongée par l'individualisme sur fond de recul de l'État-providence [...]. Les aides, sous forme de temps sont encore plus répandues [que les aides monétaires]. Selon l'enquête de Share², en France, 32,6 % des plus de 50 ans ont fourni une aide en 2004 sous forme de soins, d'aide administrative et matérielle, à leurs parents principalement. Et 48,6 % de cette même classe d'âge participent à la garde de leurs petits enfants [...]. Inversement, 19,7 % des plus de 50 ans ont reçu une aide en temps.

Source : Antoine de Ravignan, *Alternatives économiques*, Hors-série n° 85, 2009.

Notes : 1. URSSAF : (Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales). Leur principale mission est la collecte des cotisations salariales et patronales destinées à financer le régime général de la Sécurité sociale.

2. L'enquête Share (*Survey on Health Ageing and Retirement in Europe*) est une opération internationale et interdisciplinaire lancée en 2002, conduite par un réseau européen et qui a l'ambition d'étudier le vieillissement.

* Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Exprimez dans une phrase la donnée soulignée. (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Présentez la notion de cycle de vie.	4 pts
3	Présentez un moyen permettant à une entreprise de devenir « faiseur de prix ».	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales

Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 29-EA-S2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que le rôle intégrateur de l'école est aujourd'hui fragilisé.

Document 1 :

Un peu plus de 40 000 jeunes sortent, chaque année, du système éducatif sans qualification, en abandonnant le collège ou une première année de CAP ou de BEP... Ces 40 000 jeunes non qualifiés représentent 5 % des élèves d'une même génération. C'est beaucoup moins qu'en 1975, où les sortis sans qualification représentaient un quart d'une classe d'âge. Sur longue période, le niveau s'est donc nettement élevé. Mais, entre temps, la structure et le contenu des emplois ont, eux aussi, subi de profondes transformations. Il y quarante ans, il était possible de s'insérer « sur le tas », même si on avait échoué à l'école. Aujourd'hui, dans tous les métiers, y compris les moins qualifiés, le niveau d'exigence a augmenté. Et le diplôme joue un rôle de plus en plus déterminant. C'est pourquoi les projecteurs se braquent désormais aussi sur les non diplômés, dont le nombre reste très important : selon l'INSEE, 120 000 personnes seraient concernées chaque année, soit 17% des jeunes sortis de formation initiale en 2010.

Source : Laurent Jeanneau, « Combien de décrocheurs ? », Alternatives Économiques, n°317, Octobre 2012.

Document 2 : Répartition par filière des bacheliers 2009 selon leur origine sociale (en %)

	Général	Technologique	Professionnel
Agriculteurs exploitants	55,2	13,8	31,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	55,2	21,4	23,4
Cadres, professions intellectuelles supérieures	<u>76,1</u>	19,6	<u>4,3</u>
Dont professeurs et assimilés	92,9	5,4	1,8
Professions intermédiaires	62,5	27,2	10,3
Employés	58,6	27,3	14,1
Ouvriers	35,4	30,1	34,5
Ensemble	50,1	25,8	24,1

Lecture : à la session 2009, 35,4% des bacheliers enfants d'ouvriers ont obtenu un baccalauréat général, 30,1% un baccalauréat technologique et 34,5% un baccalauréat professionnel.

Champ : bacheliers des établissements publics et privés sous statut scolaire en France métropolitaine + Dom-Source : Rectorat de la Guyane -

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez dans une même phrase la signification des données soulignées (document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie Approfondie) : 7 points

2	Que signifie l'expression « abus de position dominante » ?	3 pts
3	Montrez que les comportements mimétiques peuvent expliquer les crises financières.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 2-EA-E1.1

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points) :

Vous montrerez que le PIB et l'IDH sont des indicateurs complémentaires.

Document 1 : Indice de développement humain et ses composantes

	Indice de développement humain (IDH)	Espérance de vie à la naissance	Durée moyenne de scolarisation	Durée attendue de scolarisation	Revenu national brut (RNB) par habitant
	Valeur	(années)	(années)	(années)	(PPA \$ 2011)
Classement à l'IDH	2013	2013	2012 ^a	2012 ^a	2013
Régions					
États arabes	0,682	70,2	6,3	11,8	15 817
Asie de l'Est et Pacifique	0,703	74,0	7,4	12,5	10 499
Europe et Asie centrale	0,738	71,3	9,6	13,6	12 415
Amérique latine et Caraïbes	0,740	74,9	7,9	13,7	13 767
Asie du Sud	0,588	67,2	4,7	11,2	5 195
Afrique subsaharienne	0,502	56,8	4,8	9,7	3 152

Source : PNUD, Rapport sur le développement humain, 2014.

Document 2 :

Si le PIB est un indicateur pertinent pour mesurer l'accroissement de la production dans un pays, il présente des limites pour juger de l'état de bien-être ou de progrès d'une société.

Tout ce qui peut se produire et se vendre avec une valeur ajoutée monétaire gonfle le PIB, indépendamment du fait que cela ajoute ou non au bien-être. La destruction organisée des forêts tropicales pour y planter du soja transgénique est bonne pour le PIB des pays concernés. Peu importe que ce soit une catastrophe écologique. De même, l'augmentation des ventes d'antidépresseurs est comptée comme « positif » par le PIB. J. Tobin et W. Nordhaus ont dénoncé ces absurdités à l'aide du concept de « dépenses défensives ». Celles-ci désignent des situations où le PIB augmente du fait d'activités qui consistent seulement à réparer des dégâts commis par d'autres activités qui, elles aussi, gonflent le PIB.

De nombreuses activités qui contribuent au bien-être ne sont pas comptées dans le PIB : le bénévolat, le travail domestique... Sont aussi ignorés par le PIB l'allongement de l'espérance de vie, l'amélioration du niveau d'instruction, la répartition des richesses, les inégalités ou la pauvreté. Enfin, les services non-marchands dispensés par l'État sont très mal comptés car comptabilisés sur la base du coût des facteurs de production nécessaires à leur production. Leur qualité et leur efficacité ne sont pas non plus prises en compte.

Source : Jean Gadrey et Dominique Méda, « Les limites du PIB », Alternatives économiques, mars 2011.

Questions complémentaires : 10 points

- Question complémentaire de savoir-faire

1	Existe-t-il toujours une corrélation entre l'IDH et le revenu national par habitant ?	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie)

2	Expliquez ce qu'est la théorie du cycle de vie.	4 pts
3	Présentez des exemples de barrière à l'entrée expliquant l'existence de pouvoirs de marché.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Vous devez restituer le sujet et la calculatrice à la fin de l'épreuve

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 30-EA-S2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez que les transformations de l'emploi fragilisent l'intégration sociale par le travail.

Document 1 : Évolution du taux de chômage selon l'âge et durée du chômage

	2006	2008	2010	2013
Taux de chômage en % de la population active				
Ensemble	8,8	7,4	9,4	<u>9,8</u>
15-24 ans	22,2	19	22,9	23,9
25 - 49 ans	7,9	6,6	8,4	9,1
50 ans et plus	6	5	6,3	6,5
Chômeurs depuis 1 an ou plus				
En milliers	1 020	785	1 070	<u>1 131</u>
En % du nombre de chômeurs	42,3	37,9	40,4	<u>40,4</u>

Champ : Population active de 15 ans ou plus, vivant en France métropolitaine.

Source : D'après INSEE, 2014.

Document 2 :

Un intérimaire n'a [...] aucune stabilité en ce qui concerne son lieu de travail, son travail, les gens qu'il côtoie (hiérarchie, collègues, clients). Tout cela pèse: «Chaque fois que j'ai une mission, deux jours avant, j'ai mal au ventre. La première semaine, je ne suis pas très bien, après ça passe» [Corinne, 51 ans, secrétaire de direction]. [...] La modicité des revenus engendre de multiples difficultés: il faut à grand-peine gérer ses dépenses et supporter le poids psychologique de l'insécurité financière: «Pour un appartement, ils veulent du fixe. L'intérim, ce n'est pas du "sûr sûr": un jour, on peut travailler et, le lendemain, on ne travaille pas» (Virginie, 34 ans, monteuse câbleuse). [...] Outre l'image sociale, l'identité et la fierté professionnelles sont dégradées par la stigmatisation que beaucoup ressentent. «On n'est pas considérés comme travailleurs à part entière. Par exemple, pour les banques ou même pour des gens qu'on connaît, quand on leur dit: "Je fais de l'intérim", on a toujours l'impression qu'on travaille sans travailler. On n'est pas employés comme celui qui travaille n'importe où. On a l'impression qu'on n'est pas considérés comme personnes à part entière dans la société» [Marine, 47 ans, conditionneuse].

Dominique Glaymann, *Sciences Humaines*, N°168, Février 2006.

***Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Donnez la signification des données soulignées. (document 1)	4 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 6 points

2	Présentez la stratégie du monopole discriminant	3 pts
3	Qu'est-ce que l'intermédiation financière ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.

Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales

Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 31-EA-S2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que les mutations de la famille ne remettent pas en cause sa fonction d'intégration

Document 1 :

La famille, que l'on dit déstabilisée, reste pour sa part le lieu de l'entraide et de la solidarité intergénérationnelle. Un véritable rempart contre l'exclusion. Les échanges entre les parents, grands parents sont devenus importants avec l'allongement de la vie. Ils se traduisent par des rencontres, par une solidarité affective devant les difficultés de la vie mais aussi par un soutien matériel. Ces relations ont un rôle essentiel, dicté pas « l'esprit de famille » c'est-à-dire une façon d'être entre soi, qui conforte liens et continuité, tout en ménageant l'autonomie de chacun.

La famille reste une valeur forte et même « le pilier des identités ». Selon une enquête de l'INSEE de 2003, à la question : « Qu'est ce qui vous permet le mieux de dire qui vous êtes ? », les trois quart des personnes citent leur famille en premier, loin devant le métier et les amis.

Source : Lucie Baune, « Le lien social, ciment du vivre ensemble », Alternatives économiques n° 261 sept 2007

Document 2 : Evolution des principaux indicateurs sociodémographiques en France

	1970	2010
Mariages (en milliers par an)	394	249
Divorces (en milliers par an)	39	130
Cohabitation hors mariage (en % des couples)	3,6	18,1
Naissances hors mariage (en % du total des naissances)	6,8	54,8
Familles monoparentales (en % des ménages)	4,4	7,4
Ménages d'une personne (en % des ménages)	22	29

Source : L'état de la France, ed 2007-2008, La Découverte, INSEE première n° 1332, 2011

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Effectuez un calcul approprié pour mesurer l'évolution du nombre de mariages entre 1970 et 2010 en France (document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie Approfondie) : 7 points

2	Expliquez l'expression « abus de position dominante ».	3 pts
3	Présentez deux instruments de régulation des marchés financiers	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 32-EA-S2.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez les principales évolutions des conflits en France depuis le milieu des années 1970.

Document 1 : Les indicateurs de la conflictualité du travail en France

	1975	1990	1997	2009
Journées individuelles non travaillées pour fait de grève (pour 1000 salariés)	3 500	600	400	136
Les motifs des conflits (en %)				
- Salaires	75	55	38	58
- Conditions de travail	7	9	12	15
- Défense de l'emploi	8	20	32	19
- Conflits de droits	10	16	18	8
Taux de syndicalisation (en %)	19,9	9,8	7,5	7,9

Source : DARES, Ministère du travail, 2012

Document 2 :

Le « logiciel » marxiste d'analyse de la conflictualité sociale a perdu de son influence à partir des années 1970. Ce déclin est en partie lié au développement, au cours des mêmes années, de luttes difficilement saisissables en termes économiques, ainsi qu'à l'apparition d'une nouvelle grille d'analyse sociologique, que l'on a pris l'habitude de désigner comme celle des « nouveaux mouvements sociaux » (NMS). (...)

Nouveaux, ces mouvements le seraient (au moins dans les années 1970) par plusieurs traits. Le premier, souligné par Ronald Inglehart, est que dans les sociétés occidentales en voie de passer au stade « postindustriel » et où les besoins matériels immédiats seraient satisfaits, les revendications se déplaceraient d'enjeux matérialistes (augmentation des salaires par exemple) vers des enjeux « post matérialistes » c'est à dire relatifs à la défense de l'autonomie et de l'identité personnelle ou à la préservation du cadre de vie.

Source : L. Mathieu, « Comment lutter ? », Textuels, 2004

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Mesurez à l'aide d'un outil de votre choix l'évolution du taux de syndicalisation entre 1975 et 2009. (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Economie approfondie) : 7 points

2	Illustrer la notion de barrière à l'entrée	4 pts
3	Montrez comment les comportements mimétiques peuvent entraîner des crises financières	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

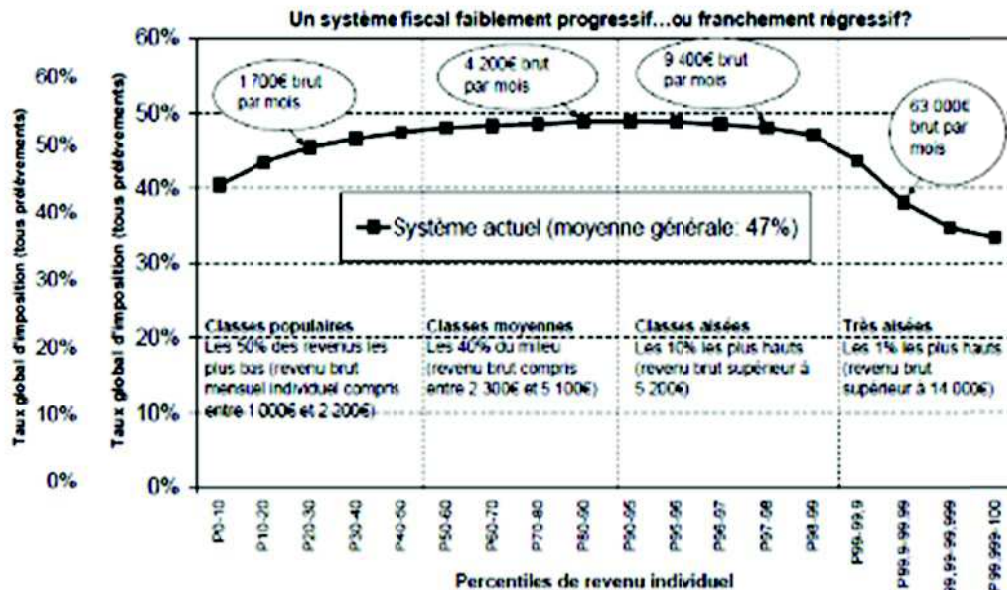
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 33-EA-RC1.1

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points) :

Vous mettrez en évidence l'action des pouvoirs publics pour contribuer à la justice sociale

Document 1 : Effet du système fiscal français dans la redistribution



Source : C.Landais, T. Piketty, E Saez. Pour une révolution fiscale. 2011. La république des idées/Le seuil.

Document 2 : Même lorsque les services publics sont utilisés de façon relativement uniforme par l'ensemble de la population, en haut ou en bas de l'échelle des niveaux de vie, les sommes engagées représentent des montants plus importants pour les ménages modestes relativement à leur niveau de vie. [...] Le financement public d'une partie des soins de santé, les services d'éducation et des logements sociaux contribuent deux fois plus à la réduction des inégalités de niveau de vie que les transferts monétaires habituellement pris en compte (impôts directs, prestations).

Source : « Les mécanismes de réduction des inégalités de revenus en 2008 », France portrait social, 2009, INSEE.

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une lecture des 2 points précisés sur la courbe (document 1).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Qu'est-ce que l'intermédiation financière?	4 pts
3	Illustrez un abus de position dominante sur un marché.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 34-EA-RC1.1

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points) :

Montrez comment les pouvoirs publics peuvent réduire les inégalités.

Document 1 : Revenus moyens équivalent adulte pour 2010 pour chaque quintile de population (en euros)

	20% les moins aisés	20% suivants	20% suivants	20% suivants	20% les plus aisés	Q5/Q1
Revenu avant redistribution	7 400	15 489	21 191	28 243	53 582	<u>7,2</u>
Revenu après prélèvements seuls	6 960	14 231	18 725	24 114	42 961	6,2
Revenu disponible	11 293	15 649	19 792	24 933	43 561	<u>3,9</u>

D'après Marie-Cécile Cazenave, Jonathan Duval, Alexis Eidelman, Fabrice Langumier et Augustin Vicard, « *La redistribution : état des lieux en 2010 et évolution depuis 20 ans* », INSEE, 2011.

Document 2 :

La création d'équipements collectifs (...) vise à « démarchandiser »*, comme dit Esping Andersen, l'accès à certains biens. Ici, l'égalité procède moins de l'égalisation des revenus que de la mise à disposition de tous de biens longtemps réservés à quelques-uns. C'est le cas notamment des transports publics, de l'implantation des services publics, de l'éducation et de tous les équipements publics gratuits parce que leur charge est répartie sur l'ensemble des contribuables. Ces biens n'entrent pas directement dans la statistique qui mesure les inégalités sociales ; pourtant, eux aussi contribuent à l'égalisation progressive des places, puisque chacun peut en bénéficier. D'ailleurs, la République a longtemps conçu son rôle social par rapport à l'équipement du territoire, chaque commune devant avoir ses écoles, son collège, sa poste, son commissariat, sa piscine, sa bibliothèque, sa salle polyvalente, etc. Les services publics et leur gratuité sont perçus comme une des conditions de l'égalité des places.

Source : *Les places et les chances*, DUBET François, 2010.

(*) Soustraire de la sphère marchande.

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec chaque donnée soulignée (document 1).	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Qu'est-ce qu'un cartel de producteurs?	3 pts
3	Montrez à partir d'un exemple que la globalisation financière peut être source d'instabilité financière.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 35-EA-RC1.1

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la réduction des inégalités économiques et sociales ?

Document 1 : Revenus moyens par unité de consommation⁽¹⁾ en 2011 (en euros)

	10 % de la population ayant le revenu le plus faible	10 % de la population ayant le revenu le plus élevé	Ensemble
Revenu avant redistribution (A)	<u>4232</u>	70197	25708
Prélèvements	-232	-15429	-3843
Prestations	<u>5956</u>	625	1711
... dont aides au logement	1744	19	334
... dont minima sociaux et RSA activité ⁽²⁾	2095	22	336
Revenu disponible (B)	9956	55393	23577
Taux de redistribution (B - A) / A (en %)	135,3	-21,1	-8,3

Source : « France portrait social 2012 », INSEE

(1) Revenu moyen tenant compte de la composition du ménage.

(2) Revenu de solidarité active versé aux personnes exerçant une activité professionnelle

Document 2 :

En France, le taux de syndicalisation est faible et les salaires sont principalement soutenus par le biais du salaire minimum légal, qui n'existe pas en Suède, et qui est rehaussé régulièrement. Le salaire minimum établit un plancher de taux horaire de salaire en dessous duquel le salaire ne peut pas descendre, quelle que soit la productivité marginale du travailleur. Jusqu'à la fin des années 1960, la très faible progression du salaire minimum a contribué à élargir la distribution des salaires par le bas. La forte revalorisation du salaire minimum en 1968 et le passage du SMIG* au SMIC** en 1970 ont largement contribué à réduire les inégalités de salaire. Contrairement au SMIG, le SMIC repose sur des mécanismes d'indexation par rapport à l'inflation et par rapport au salaire horaire de base ouvrier ; son pouvoir d'achat est donc garanti et il tient compte de la croissance économique du pays. Jusqu'en 1983, le SMIC a fait l'objet de nombreux coups de pouce de la part du gouvernement, si bien que son pouvoir d'achat augmenta de plus de 130% entre 1968 et 1983 (Piketty, 2001). Les hausses du SMIC accordées durant les années 2000, notamment sous l'effet des 35 heures, ont contribué à écraser la distribution des salaires. Finalement, les bas salaires dépendent fortement des décisions publiques relatives au niveau du SMIC.

Source : « Panorama des différentes politiques de luttres contre les inégalités », PÉRIVIER H., Cahiers français, juil.-août 2009.

(*) Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti.

(**) Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance.

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec chacune des deux données soulignées (document 1).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Economie approfondie) : 7 points

2	Pourquoi la politique de la concurrence est-elle nécessaire ?	4 pts
3	Définir et illustrer la notion d'actifs financiers.	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

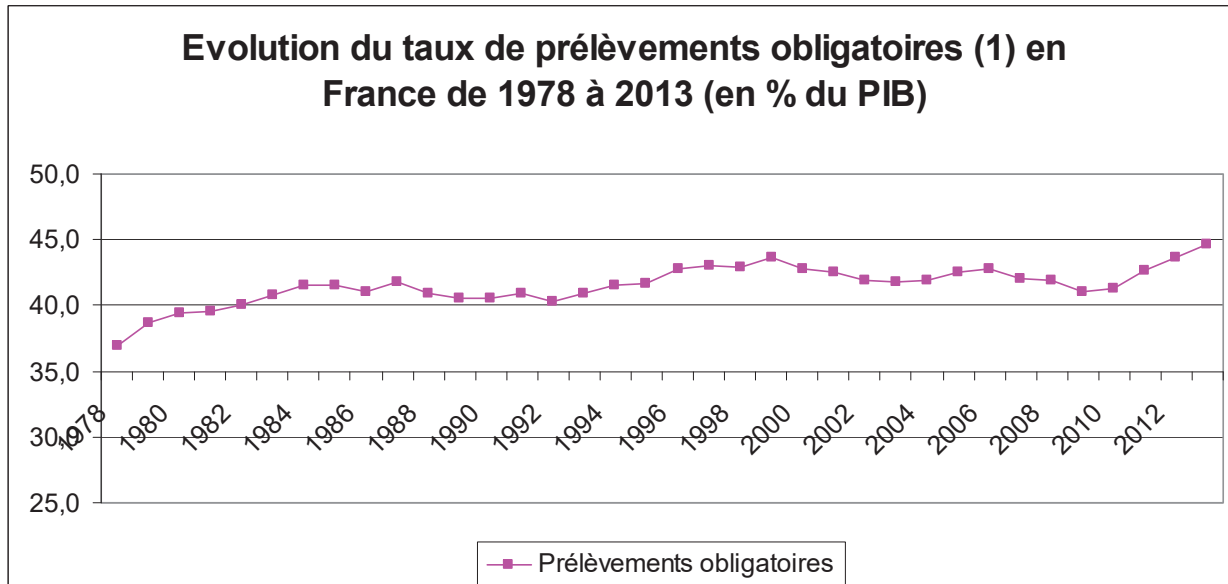
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 36-EA-RC1.1

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points) :

Quelles sont les contraintes qui pèsent sur la protection sociale ?

Document 1



(1) les prélèvements obligatoires désignent les impôts et les cotisations sociales reçues par les administrations publiques et les institutions européennes. Source : INSEE, comptes nationaux 2014

Document 2

L'analyse de l'équilibre des transferts pointe également les dangers d'une hausse incontrôlée des dépenses de retraite et de santé favorables aux retraités mais pernicieuses pour les générations cadettes du fait de la forte pression fiscale et de l'endettement. Ces charges sur les jeunes générations pourraient hypothéquer leur niveau de vie en entamant leur pouvoir d'achat mais aussi leur capacité d'épargne pour se prémunir à leur tour des risques de l'existence que ne garantirait plus nécessairement le système de protection sociale soumis au déficit.

(...)La période de transition symbolique où les sexagénaires deviendront plus nombreux que les moins de 20 ans se situe juste après 2010. À ce moment, la courbe des 60 ans et plus convergera vers celle des 20-59 ans (censée représenter les actifs). La redistribution du rapport de grandeur entre les classes d'âge sur les 45 ans à venir s'inscrit dans des tendances qui dépassent largement l'Hexagone. Les travaux du livre vert de la Commission européenne mettent bien en lumière ce phénomène sur la période 2000-2050. Dans l'Europe à 25, le nombre de jeunes adultes âgés de 25 à 39 ans diminuera de 25,8 % alors que les 65-79 gagneront 44,10 %, et les plus de 80 ans progresseront de 180,5 %. Quelles que soient les éventuelles réserves sur des projections à 45 ans, elles indiquent les tendances lourdes de la société européenne.

JP Viriot-Durandal « les politiques de la vieillesse sous pression », in Serge Paugam « Repenser la solidarité » PUF 2007

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification de la donnée en 2013 (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) 7 points

2	Qu'est-ce qu'un abus de position dominante ?	3pts
3	Présentez un mécanisme à l'origine du risque systémique	4pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 37-EA-RC1.2

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)

Quelles sont les principales limites de la redistribution en matière de justice sociale ?

Document 1 : Montant des prestations sociales versées de 1990 à 2009

	Montant en millions d'euros et taux de pauvreté en %				
	1990	2000	2007	2008	2009
Santé	7746	10611	14525	15029	15838
Vieillesse -survie	3692	4590	11512	12208	12669
Maternité-famille	3805	8003	11462	12055	12708
Emploi	7319	5694	5349	4616	4593
Logement	5835	9649	10629	11408	11652
Pauvreté-exclusion	1558	4660	6500	6503	8398
Ensemble des risques	29956	43207	59978	61819	65858
Taux de pauvreté à 60% du revenu médian	13,8	13,6	13,4	13	13,5

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul, et dont la personne de référence n'est pas étudiante

Source : « Les comptes de la protection sociale, 2009 », *Séries statistiques*, n°153, Drees, Février, Insee pour le taux de pauvreté

Document 2 :

Prenons le cas de la santé publique. De fortes inégalités de santé et d'accès aux soins existent, mais il est clair que les 10% du haut de l'échelle ne se font pas soigner neuf fois plus que les 10% du bas.

La gratuité (ou le faible coût) des soins y est pour beaucoup. L'existence d'un service public de santé, de la couverture maladie universelle (CMU), etc. sont donc de puissants facteurs de redistribution, en dépit d'inégalités persistantes. Le même raisonnement vaut pour la plupart des services publics gratuits.

Qu'en est-il de l'éducation publique, cas généralement cité pour mettre en cause l'impact redistributif des services publics ? Le coût, pour la collectivité, du parcours éducatif des enfants de milieux favorisés (études longues, filières "nobles" à taux d'encadrement et à coût annuel élevés) est en moyenne plus important que les études des enfants de milieux modestes. Les plus grands écarts concernent l'enseignement supérieur, auquel les enfants des ménages aisés accèdent dans une proportion bien plus élevée que ceux des ménages modestes (on passe de 18% pour les ménages du premier décile à 67% pour ceux du dernier). La dépense publique d'enseignement supérieur bénéficie donc plus aux ménages riches qu'aux pauvres.

Source : Jean GADREY, *Alternatives économiques*, n°239, septembre 2005

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification des nombres soulignés (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (économie approfondie) 7 points

2	Qu'est-ce qu'un abus de position dominante ?	3pts
3	Présentez les mécanismes à l'origine d'un risque systémique.	4pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

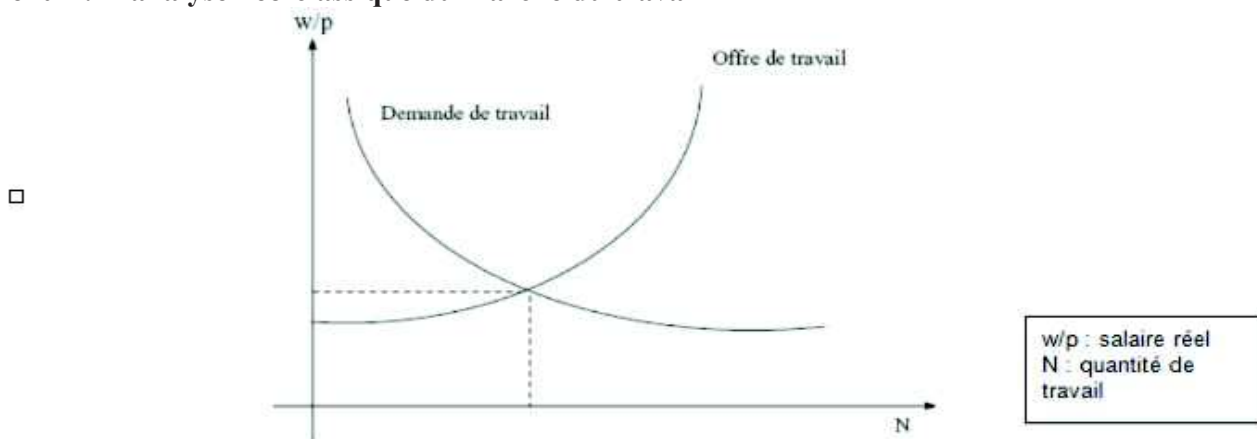
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 38 EA-RC2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que le salaire ne dépend pas que du marché du travail.

Document 1 : L'analyse néo-classique du marché du travail



Source : Anne Perrot. Les nouvelles théories du marché du travail, La Découverte, 1992

Document 2 :

1884. Liberté d'association professionnelle ; il devient légalement possible de créer un syndicat.

1898. Loi sur les accidents du travail. La sécurité du travail relève des obligations de l'employeur.

1936. Accords Matignon (Front populaire), favorisant les conventions collectives et instaurant la semaine de 40 heures et les congés payés.

1945-1946. Série de lois et d'ordonnances⁽¹⁾ créant la Sécurité sociale (maladie, maternité et famille, retraite).

1950. Création du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG).

1970. Création du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC), dont le niveau peut augmenter avec la croissance du pays.

1998 et 2000. Lois Aubry instaurant les 35 heures.

(1) Ordonnance : mesure prise par le gouvernement dans des domaines relevant normalement du domaine de la loi.

Source : d'après « Le monde du travail : rationalisation et conflits », Bernard GAZIER, dans Les grandes questions économiques et sociales, sous la direction de Pascal COMBEMALE, 2009.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Que représente le point d'intersection entre les deux courbes ? (Document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Distinguez les régimes de retraite par répartition et par capitalisation	4 pts
3	Qu'est-ce qu'un comportement mimétique ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

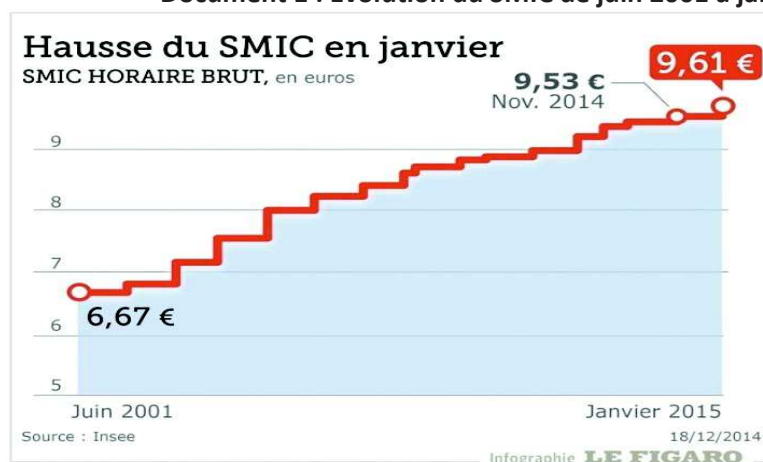
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 39-EA-RC2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous présenterez les déterminants du salaire

Document 1 : Evolution du SMIC de juin 2001 à janvier 2015



Source : Insee, 18/12/2014

Document 2 :

"Les négociations annuelles obligatoires (NAO) sur les salaires ont débuté dans un climat social toujours tendu après trois années de crise, mais aussi dans un contexte de publication de bons résultats trimestriels par Société Générale et BNP-Paribas. Les cinq organisations syndicales (CFDT, CFTC, FO, CGT, et SNB/CFE-CGC) de la branche de l'association française des banques (AFB) attendent donc que leurs revendications soient satisfaites. Pourtant, lors d'une première réunion le 27 octobre, aucune mesure générale - ni augmentation de salaire, ni prime - n'a été proposée par l'AFB qui consent seulement [...] à une hausse de 3,5% des minima de branche. "Seule une toute petite part de salariés est visée !" s'insurge Alain Giffard, délégué national du Syndicat national de la banque (SNB/CFE-CGC).

[...] En attendant, les NAO sont en cours ou vont bientôt commencer dans chaque établissement. [...] Chez BNP Paribas, où les négociations se sont achevées à la mi-octobre après un mois de débat houleux, ils ont finalement obtenu 500 euros de plus pour les salariés touchant une rémunération brute annuelle jusqu'à 30 000 euros et 450 euros pour ceux payés de 30 000 à 75 000 euros. "

Source : Soraya Haquani, "Des négociations salariales sous haute pression", agefi.fr, 18 nov. 2010.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Mesurez l'évolution en % du SMIC, en France, entre juin 2001 et janvier 2015. (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Présentez le régime de retraite par répartition	4 pts
3	Qu'est-ce qu'un risque systémique ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

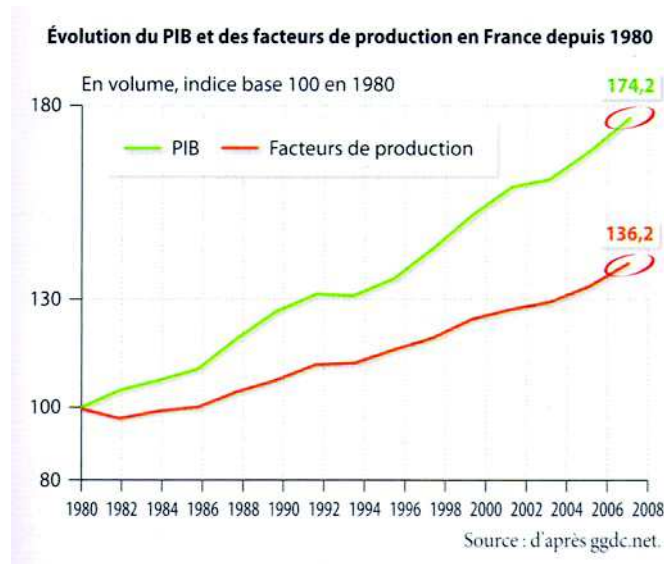
Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 3-EA-E 1.1

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points) :

Montrez que le progrès technique est un élément déterminant de la croissance économique

Document 1



Document 2

Il est certain que le capital, qu'il soit physique ou humain, est un facteur décisif pour expliquer les changements considérables observés au cours des 200 dernières années. Cependant, les différences entre l'économie de 1900 et l'économie actuelle sont telles qu'elles ne se réduisent pas au seul fait d'avoir plus de machines et des salariés mieux éduqués. Nous ne produisons pas seulement en plus grande quantité les mêmes biens qu'en 1900. Nous produisons surtout des biens dont les personnes qui vivaient à cette époque n'avaient pas la moindre idée, même en rêve. Au lieu d'utiliser plus de machines pour produire plus de voitures à chevaux, nous produisons des automobiles et des avions. Au lieu de produire plus de fers à cheval, nous produisons des pneus et des chaussures de sport. On voit donc que le progrès technique, c'est-à-dire le fait de penser à de nouvelles méthodes pour produire des choses anciennes et à de nouvelles méthodes pour produire des choses complètement nouvelles, joue un rôle clé dans l'ensemble du processus de croissance. Cela signifie que les idées sont un facteur déterminant de la croissance économique. De fait, les économistes estiment que les deux tiers environ des accroissements de la productivité avant 1973 sont imputables au progrès technique.

J. Stiglitz, C. Walsh, J. D. Lafay « Principes d'économie moderne – De boeck 2007

Questions complémentaires (10 points)

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification des données entourées (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) 7 points

2	Quelles sont les évolutions démographiques naturelles de long terme dans le monde ?	4 pts
3	Qu'est-ce qu'un monopole discriminant ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 40-EA-RC2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Qu'est-ce qui détermine le salaire ?

Document 1 :

Pour chaque niveau de salaire, les ménages décident du montant de travail qu'ils vont offrir sur le marché (...) De même, les entreprises décident d'un montant de travail qu'elles vont demander pour chaque niveau de salaire. Lorsque le salaire réel est plus élevé, les entreprises diminuent leur demande de travail. Le marché du travail est en équilibre quand le salaire s'ajuste de telle sorte que l'offre et la demande de travail sont égales. Aucun travailleur souhaitant travailler au niveau de salaire du marché ne reste inemployé. Aucune entreprise souhaitant embaucher un employé au niveau de salaire du marché ne restera sans trouver une personne possédant la qualification requise. Les ajustements de salaires feront le nécessaire pour qu'il en soit ainsi.

Si la demande et l'offre ne sont pas égales, le salaire s'ajuste en conséquence. Si, pour le niveau de salaire existant, le nombre d'heures de travail offertes par les ménages est supérieur au nombre d'heures demandées par les entreprises, les employés qui ne trouvent pas de travail pour le salaire constaté vont accepter de travailler pour un salaire moindre. Le processus de concurrence conduira à des salaires plus faibles, jusqu'à ce que la demande se trouve au niveau de l'offre.

Source : Joseph E Stiglitz & Carl E. Walsh, principes d'économie moderne, De Boeck, 2004

Document 2 : Evolution du SMIC en France (en euros) entre 2005 et 2012

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
SMIC horaire en €	8.03	8.27	8.44	8.63	8.82	8.86	9.19	9.22
SMIC mensuel brut en € pour 151,67 heures de travail	1217.88	1254.28	1280.07	1308.88	1337.70	1343.77	1393.82	1398.37

Source : INSEE. 2014

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Effectuez un calcul approprié pour mesurer l'évolution du SMIC Horaire en France entre 2005 et 2012 (document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Présentez deux actifs financiers	3 pts
3	A quoi correspond un marché pertinent ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

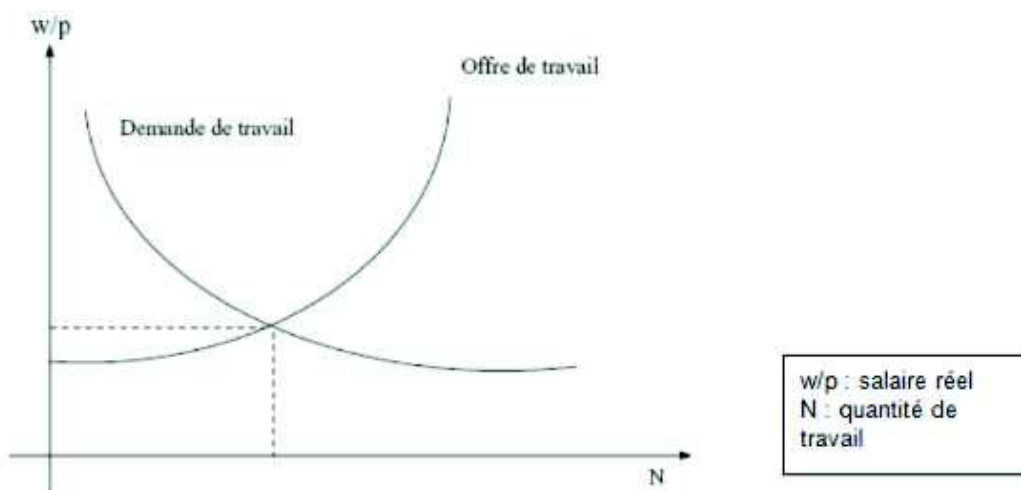
Vous montrerez que le salaire ne dépend pas que du résultat de négociations salariales.

Document 1 :

La négociation collective est une institution centrale de la régulation des conditions d'emploi et de travail dans la plupart des sociétés modernes. Elle est le lieu où se construisent les accords collectifs, globaux ou locaux, grâce auxquels des acteurs se reconnaissent comme simultanément coopératifs et antagonistes et produisent des règles de gestion de leur coopération. Elle est inséparable des conflits sociaux, autres temps où s'élaborent les nouvelles règles communes et où les acteurs eux-mêmes se redéfinissent et se légitiment.

A. Jobert, J. Saglio, "Ré-institutionnaliser la négociation collective en France", *Travail et Emploi* ; n°100, Octobre 2004

□



Source : Anne Perrot. *Les nouvelles théories du marché du travail*, La Découverte, 1992

Document 2 : Équilibre sur le marché du travail

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 4 points

1	Quel est l'effet d'une hausse du salaire réel sur l'offre de travail et sur la demande de travail ? (document 2)	4 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 6 points

2	Qu'est-ce que l'intermédiation financière ?	3 pts
3	Présentez la notion de sélection adverse	3 pts

**Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.**

Ne rien inscrire sur cette feuille.

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Une politique de baisse du coût du travail permet-elle toujours de créer des emplois ?

Document 1 :

« L'allègement des charges sur les bas salaires a un effet immédiat sur les créations d'emplois au niveau et au voisinage du SMIC. C'est sur les bas salaires que la sensibilité de l'emploi à son coût est la plus élevée », explique Denis Ferrand, directeur général de COE-Rexecode. « En revanche, l'efficacité de tels dispositifs en termes de création directe d'emplois diminue à mesure que l'on grimpe dans l'échelle des salaires », poursuit l'économiste. Donc, si le [gouvernement] a pour objectif à court terme de créer des emplois, il est plus efficace de réduire les charges sur les bas salaires.

Source : les Echos, 22 janvier 2014

Document 2 : Coût horaire moyen du travail en euros et taux de chômage en % dans l'Union européenne en 2013.

Pays	Coût horaire moyen du travail en euros	Taux de chômage en %
France	34.2	10.3
Suède	39.1	7.6
Allemagne	30.1	4.8
Portugal	12.1	13.4
Pologne	7.1	8
Royaume-Uni	19	5.9
Finlande	29.7	8.9
Espagne	20.6	23.7
Union Européenne	23.1	9.9

Source : Alternatives économiques HS février 2015

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Donnez la signification des deux données soulignées. (document 2)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Donnez une conséquence d'un comportement mimétique.	3 pts
3	Quels sont les effets du vieillissement démographique sur l'épargne ?	4 pts

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 43-EA-RC2.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous expliquerez que l'évolution de l'emploi fragilise l'intégration sociale

Document 1 : Part des salariés à temps partiel et taux de chômage en France et en Allemagne

	Part des salariés à temps partiel parmi les salariés en %	Taux de chômage (en %)			
		2011	2012	2013	2014
France	<u>18</u>	9,2	9,8	10,3	<u>10,2</u>
Allemagne	26	5,8	5,4	5,2	5,0

Source : Trésor-Eco, n° 141, janvier 2015, Eurostat.

Document 2 :

En décembre 2007, on dénombrait 28 % de la population active en emploi atypique (intérim, CDD et emplois à temps partiel), soit plus de 8 millions de personnes. Ces emplois atypiques ont été les premiers touchés par la crise de 2008, en particulier l'intérim et les CDD. Ces types d'emploi dégradés affectent plus particulièrement les personnes non qualifiées, les femmes, les jeunes, les migrants et les personnes issues de l'immigration. Plus de 80 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes, et 30 % des femmes travaillent à temps partiel. La moitié des salariés embauchés en CDD, en stage ou en apprentissage ont moins de 29 ans, alors que la moitié des salariés en CDI ont plus de 43 ans. Parmi les moins de 25 ans, la part de ces emplois atypiques est de près de 50 % (contre près de 13 % pour l'ensemble des salariés). A la fin des années 2000, les personnes sans diplôme étaient quatre fois plus nombreuses au chômage que les diplômés de l'enseignement supérieur.

Source : Bernard Gazier, Bruno Palier, Hélène Périver, *Refonder le système de protection sociale. Pour une nouvelle génération de droits sociaux*, Editions Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, 2014.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec les deux données soulignées (document 1).	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Donnez un exemple illustrant la notion d'aléa moral.	3 pts
3	Présentez un effet de l'âge sur le montant de l'épargne.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 44-EA-RC2.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Montrez que la diminution du chômage ne dépend pas que de la baisse des salaires.

Document 1 :

Une [...] explication possible du chômage est un coût du travail trop élevé. Dans une économie ouverte sur l'extérieur [...] la production et l'emploi dépendent de la compétitivité. A qualité égale, celle-ci dépend des prix, donc des coûts de production. Parmi ces coûts, une attention particulière est apportée au coût du travail, car il varie beaucoup plus que le coût du capital ou des matières premières d'un pays à l'autre. Le coût du travail dépend du montant des salaires et des cotisations sociales, ainsi que de la productivité du travail. Pendant longtemps, la France a compensé des salaires élevés par une productivité parmi les plus fortes au monde. Mais la productivité stagne en moyenne depuis une dizaine d'années, ce qui contribue à expliquer des pertes de parts de marché et d'emplois. Pour les économistes qui considèrent que l'embauche dépend du salaire, le chômage vient surtout de ce que le salaire est supérieur au niveau assurant le plein-emploi. Pourquoi ? Certains accusent le salaire minimum.

Arnaud Parienty - Alternatives Economiques n° 317 - octobre 2012

Document 2 : Evolution du coût unitaire salarial et du taux de chômage en Europe entre 2000 et 2013

	Evolution du coût unitaire salarial (indice base 100 : 2000)		Taux de chômage En %	
	2000	2013	2000	2013
Allemagne	100	111	8	5,2
Espagne	100	125	11,7	26,1
France	100	130	9	10,3
Italie	100	136	10	12,2
Royaume-Uni	100	139	5,4	7,6

Source : Eurostat

Le coût salarial unitaire représente ce que coûte en main-d'oeuvre chaque unité produite.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez l'évolution du coût unitaire du travail en France et en Allemagne de 2000 à 2013 (document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Economie approfondie) : 7 points

2	Expliquez et illustrez le concept d'aléa moral.	3 pts
3	Montrez comment le cycle de vie explique l'évolution du taux d'épargne.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 45-EA-RC2.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous expliquerez que la baisse du coût du travail ne suffit pas à réduire le chômage.

Document 1 : Coût horaire moyen du travail et taux de chômage dans l'Union européenne en 2013.

Pays	Coût horaire moyen du travail en euros	taux de chômage en %
France	<u>34.2</u>	<u>10.3</u>
Suède	39.1	7.6
Allemagne	30.1	4.8
Portugal	12.1	13.4
Pologne	7.1	8
Royaume-Uni	19	5.9
Finlande	29.7	8.9
Espagne	20.6	23.7
Union Européenne	23.1	9.9

Source : Alternatives économiques HS février 2015

Document 2 :

Depuis plus de trente ans, le taux de chômage des jeunes est supérieur à 15 % et il a régulièrement franchi les 20 %. Face à ce constat, des mesures de politique de l'emploi se sont succédé pour favoriser l'insertion des jeunes dans l'emploi. La palette des interventions recouvre les contrats subventionnés par l'État et autres formes de baisse du coût du travail, spécifiques aux jeunes ou non, les formations en alternance, les parcours individualisés d'accompagnement vers l'emploi. Les dispositifs comportant un fort contenu en formation, ainsi que les formules créant les conditions d'un accompagnement des jeunes au long de leur phase d'insertion dans la vie professionnelle, ont pris une importance croissante depuis le courant des années 1990. Fin 2010, 24 % des emplois occupés par des jeunes de moins de 26 ans bénéficient d'une aide de l'État, soit 665 000 emplois (...). Les évaluations de l'effet de ces mesures montrent généralement qu'elles ont un impact positif quand leur contenu en formation est suffisamment important et lorsqu'elles permettent d'acquérir une réelle expérience.

Source : INSEE, Romain Aeberhardt, Laure Crusson, Patrick Pommier – Portrait social 2011

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase avec les deux données soulignées. (document 1)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Qu'est-ce qu'un risque systémique ?	3 pts
3	Comment la théorie du cycle de vie explique-t-elle l'évolution du comportement d'épargne d'un individu au cours de sa vie ?	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 4-EA-E1.1

Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points) :

Vous mettrez en évidence les principales sources de la croissance économique.

Document 1 Contribution des facteurs de production à la croissance dans l'Union européenne à quinze pays (taux de croissance annuel moyen en %)

	1981-1990	1991-1995	1996-2008
PIB	2.4	1.7	<u>1.9</u>
Travail	0.1	- 0.7	0.9
Capital	0.7	1	0.5
Productivité globale des facteurs	1.5	1.4	<u>0.5</u>

Source : Eurostat
2010

Document 2 :

Toute partie de la croissance du produit qui ne peut être attribuée ni à des augmentations du stock de capital (humain et physique) ni à des augmentations de la quantité de travail est considérée comme un « résidu » dû au progrès technique. Elle est aussi appelée accroissement de la productivité totale des facteurs. L'accroissement de la productivité totale des facteurs mesure le gain en efficacité dans l'utilisation des ressources d'une économie. Il peut provenir de l'adoption de nouvelles méthodes de production permettant de produire une plus grande quantité de biens et services avec les mêmes montants de travail et capital. Il peut être dû aussi à des innovations qui contribuent à la création de biens et services nouveaux et/ou de valeur plus élevée.

J. Stiglitz, Carl E. Walsh et J.-D. Lafay, Principes d'économie moderne, de Boeck, 2007

Questions complémentaires : 10 points

- Question complémentaire de savoir-faire

1	Indiquez la signification des données soulignées (document 1)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie)

2	Présentez la notion de cycle de vie.	4 pts
3	Qu'appelle-t-on « monopole discriminant » ?	3 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Vous devez restituer le sujet et la calculatrice à la fin de l'épreuve

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 5-EA-E1.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

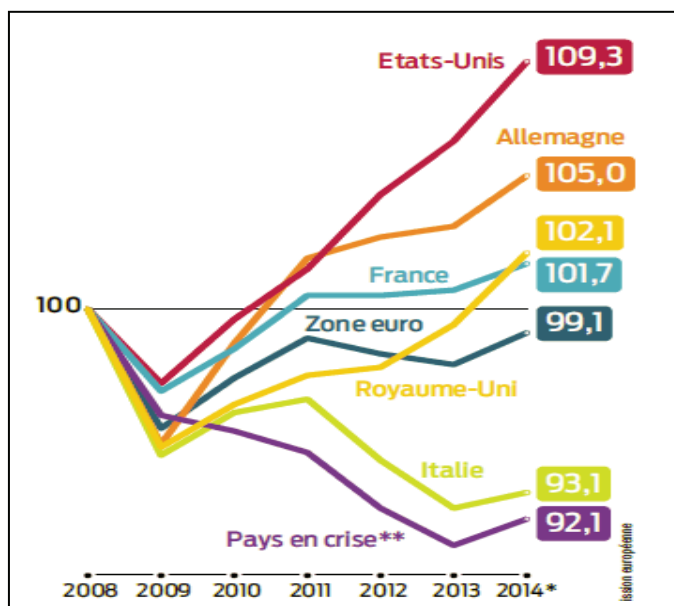
Vous montrerez que la déflation peut favoriser la dépression.

Document 1 :

La déflation ne désigne pas une baisse des prix temporaire et sectorielle. Un tel phénomène s'enracine quand les anticipations d'inflation basculent : quand les agents économiques s'attendent à ce que les prix baissent(...). Baisse des salaires et pertes d'emplois conduisent les ménages à moins consommer. Un cercle vicieux s'installe (...). Ce poids de l'endettement est décisif pour comprendre la déflation : celle-ci ne prend pas naissance sur le marché des biens, mais dans le cycle du crédit, comme l'a montré l'économiste Irving Fisher en 1933.

Source : Sandra Moatti Alternatives Économiques n° 343 - février 2015

Document 2 : Evolution du PIB en indices base 100 en 2008



Source : Commission européenne, mars 2014.

** Prévisions pour 2014.*

***Espagne, Grèce, Portugal, Chypre, Slovaquie, Irlande.*

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Interprétez la donnée « 99,1 » pour la zone euro. (Document 2)	3 pts
---	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Qu'est-ce que la théorie du cycle de vie ?	4 pts
---	--	-------

3	Présentez le comportement mimétique lors de crises financières.	3 pts
---	---	-------

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.

Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 6-EA-E1.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous**
(10 points)

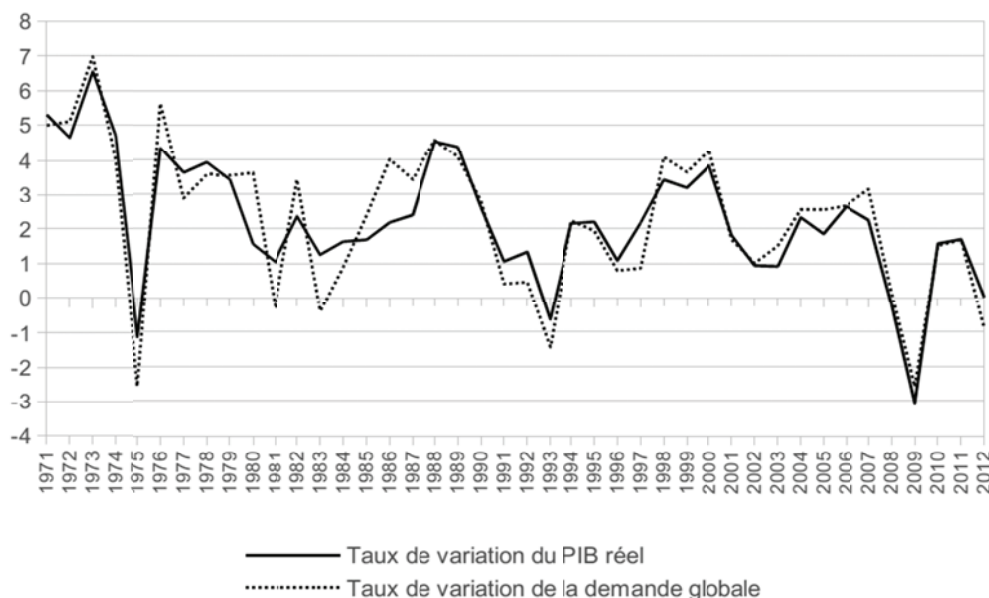
Comment expliquer les fluctuations économiques ?

Document 1 :

L'impact sur l'activité a été particulièrement récessif et si tous les pays n'ont pas été touchés avec la même violence, les pays qui ont connu la plus faible croissance en 2012 sont également ceux où la restriction budgétaire a été la plus forte. [...] Au resserrement de la demande intérieure dans chaque pays, s'ajoute celui des partenaires voisins via le canal du commerce extérieur. Partout les demandes intérieures fléchissent sous le poids de l'ajustement. À l'exception de quelques pays (Allemagne, France...), la consommation des ménages et l'investissement des entreprises reculent avec le repli des revenus. Les taux d'épargne ont chuté pour se retrouver à des niveaux bas et peuvent de moins en moins jouer leur rôle d'amortisseur. (...) La situation sociale est tendue. L'Espagne connaît 5 millions de chômeurs (soit 26 % de sa population active), dont 2 millions qui ne reçoivent plus aucune indemnisation. Cette situation de chômage élevé fait pression sur les salaires et entretient la baisse des revenus.

Source : « Le commencement de la déflation, perspective 2013-2014 », Analyse et prévisions, OFCE, mai 2013

Document 2 : Croissance économique et évolution de la demande globale en France (en %).



Source: OCDE, 2013

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1.	Le PIB a-t-il baissé, en France, sur la période 1971-2012 ? (document 2)	3 pts
----	--	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2.	Distinguez le mouvement naturel et le mouvement migratoire de populations.	3 pts
3.	Présentez deux instruments de régulation des marchés financiers.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle. Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.

Baccalauréat 2015 – Sciences Économiques et Sociales

Épreuve orale de contrôle – Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 7-EA-E1.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci dessous (10 points)**

Vous montrerez comment un choc d'offre peut expliquer les fluctuations économiques

Document 1 :

Sept ans après le début de la crise financière, la zone euro a semblé encore faire du surplace. Au point qu'elle est devenue « l'homme malade du monde » [...] L'année 2015 sera-t-elle celle de la reprise ? [...] Les conditions sont, il est vrai, meilleures pour les exportateurs européens, notamment avec l'accélération de la baisse de l'euro, [qui] s'est effondré, passant de 1,36 dollar au 1er juillet à moins de 1,18 dollar en ce début d'année. Soit un recul de près de 15 % et un niveau jamais vu depuis 2006. Tout cela améliore mécaniquement la compétitivité des produits de la zone euro sur les marchés mondiaux.

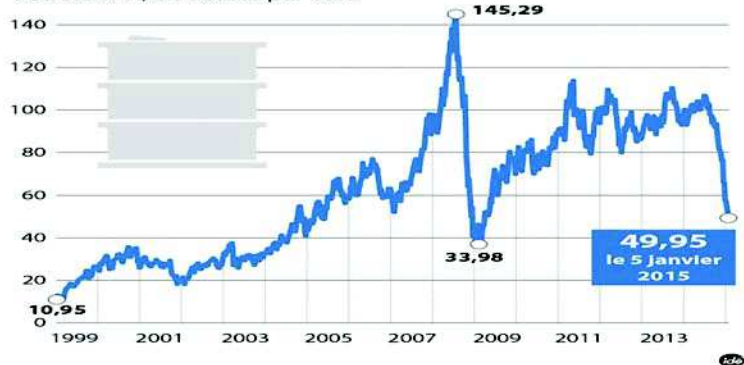
D'autant que cette baisse de l'euro s'accompagne d'une baisse du prix du pétrole et de l'énergie. Avec un baril de brut de la mer du Nord désormais en dessous de 50 dollars, les coûts des entreprises sont nettement réduits. [...] À cela s'ajoute une lente mais sûre amélioration des conditions de crédit, une réduction de l'écart des taux demandés par les banques entre les pays périphériques et le centre de la zone euro et une politique monétaire très accommodante. Bref, toutes les conditions de la reprise sont là.

Source : R. Godin, « La Zone Euro, l'homme malade du monde », LaTribune.fr, le 22 janvier 2015.

Document 2 :

La chute du prix du pétrole

Pétrole WTI, en dollars par baril



Source : « Le baril de pétrole passe sous la barre des 50 dollars », Le Point, le 5 janvier 2015.

*** Questions complémentaires (10 points)**

Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Calculez l'évolution en % du prix du baril de pétrole entre 2008 et 2015 (document 2)	3 pts
---	---	-------

Question complémentaire de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

1	Illustrez la situation de monopole discriminant .	3 pts
2	Présentez deux instruments de régulation des marchés financiers.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle. Le sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales

Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn

Temps de passage devant l'examineur : 20 mn

Sujet 8-EA-E1.2

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous montrerez comment un choc de demande peut expliquer les fluctuations économiques.

Document 1 :

On appelle choc de demande un événement qui déplace la courbe de demande globale, tel que la modification des anticipations ou de la richesse ou l'utilisation de la politique budgétaire ou monétaire. La crise de 1929 fut un choc de demande négatif et la dépression prit fin grâce à un choc de demande positif – l'énorme augmentation des dépenses de l'État au cours de la Seconde Guerre mondiale. En 2008, l'économie américaine connut un autre choc de demande négatif important au moment où le marché immobilier passa de la hausse à la baisse, amenant les consommateurs et les firmes à réduire les dépenses.

Source : D'après Paul Krugman, Robin Wells, Macroéconomie, De Boeck Supérieur, 2009

Document 2 : Évolution du Produit Intérieur Brut jusqu'en 2013 en France

Évolution par rapport à l'année précédente en %

Années	En valeur	En volume	Années	En valeur	En volume
2000	5,5	3,9	2007	5	2,4
2001	4	2	2008	2,6	0,2
2002	3,2	1,1	2009	-2,8	<u>-2,9</u>
2003	2,7	0,8	2010	3,1	2
2004	4,5	2,8	2011	3	2,1
2005	3,6	1,6	2012	1,5	0,3
2006	4,6	2,4	2013	1,1	0,3

Source : INSEE, Comptes nationaux, base 2010

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Faites une phrase donnant la signification de la donnée soulignée (Document 2).	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Économie approfondie) : 7 points

2	Définissez la notion de marché pertinent.	3 pts
3	A partir d'un exemple, montrez que des comportements mimétiques peuvent être à l'origine d'un choc systémique.	4 pts

**Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle.
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve.
Ne rien écrire sur cette feuille.**

Baccalauréat 2015 - Sciences Économiques et Sociales
Épreuve orale de contrôle - Enseignement de spécialité (coefficient 9)

Temps de préparation : 30 mn
Temps de passage devant l'examinateur : 20 mn

Sujet 9-EA-E2.1

*** Question principale à traiter à partir des connaissances personnelles et des documents ci-dessous (10 points)**

Vous expliquerez comment les firmes multinationales déterminent leurs choix de localisation.

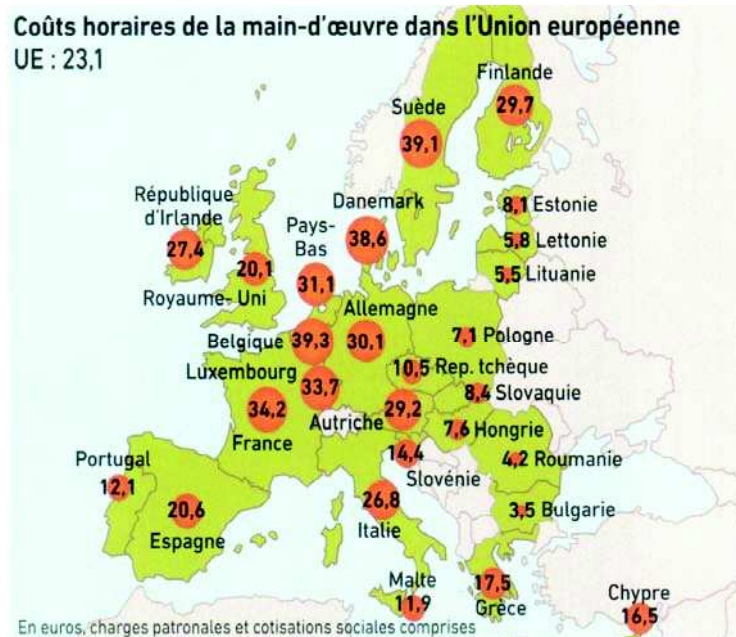
Document 1 :

Confrontés à des marchés stagnants dans les pays riches, les multinationales voient dans l'Inde, la Chine ou les pays de l'ex-bloc de l'Est des « relais de croissance ». Dès lors, produire localement s'impose pour proposer des produits à des prix abordables pour les populations de ces pays. D'où la décision de Peugeot de construire en Slovaquie une usine capable de produire 300 000 véhicules par an. Ou celle de Nissan de s'allier avec DongFeng Motors en Chine pour produire plus de 500 000 véhicules par an d'ici à deux ans.

[. . .] Les pays de l'Est sont appréciés des multinationales notamment parce que la contestation sociale y est moins développée qu'à l'Ouest et les horaires de travail plus étendus.[...] Au sein de l'Union européenne, l'Irlande a longtemps été un pays très attractif du fait notamment d'un taux d'imposition sur les sociétés de 10 % quand il dépasse les 25 % dans la majorité des autres pays européens.

Source : Alternatives Economiques, N° 229, Octobre 2004

Document 2 : Comparaison du coût horaire de la main d'œuvre dans l'Union européenne



Source : d'après Eurostat, 2011.

*** Questions complémentaires (10 points)**

- Question complémentaire de savoir-faire : 3 points

1	Comparez, à l'aide de deux calculs, le coût du travail en France et en Bulgarie. (document 2)	3 pts
---	---	-------

- Questions complémentaires de connaissances (Economie approfondie) : 7 points

2	Qu'est ce qu'un monopole discriminant ?	3 pts
3	Montrer que le cycle de vie a une influence sur le niveau d'épargne des individus.	4 pts

Vous n'êtes pas autorisé à faire usage de votre calculatrice personnelle
Ce sujet doit être impérativement rendu à l'interrogateur à la fin de l'épreuve. Ne rien inscrire sur cette feuille.